

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois 35 fr. 50
 Six Mois 65 fr. 00
 Un An 120 fr. 00
 Départements : 13 fr. 75
 Union Postale : 21 fr. 50
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Le Salon des Endormis

Excellente idée qu'a l'autre jour développée dans le *Figaro* « Un Artiste », et qui, si l'on s'en souvient, consistait à faire organiser le Salon par l'Académie des beaux-arts, pour « la révéler de son doux sommeil sans rêves ». Très remarquable, tout à fait à propos.

Comme cette proposition a fait beaucoup de bruit dans le monde, j'ai demandé à la développer à mon tour et à l'appuyer comme il convient.

Il est certain que l'art français avait besoin d'être sauvé. Il est non moins évident qu'il ne pourrait être sauvé que par l'Institut. Cela fait même un sujet de tableau pour inaugurer le Salon de l'Académie : l'Institut sauveant l'Art français ! Oui, comme le disait l'« artiste » qui a privé son projet de l'autorité de son nom, « le moment est venu » que l'Académie des beaux-arts se mette à la tête de notre école. Le moment est même venu depuis très longtemps. Il y a au moins un siècle que l'on attend qu'elle se décide. Pour se mieux préparer, elle n'a pas cessé de marcher vaillamment à l'arrière-garde. Elle défend les dernières avec une constance parfaite.

A sa fondation elle joua un rôle en effet prépondérant. Pouvoir absolu au mains d'un pouvoir absolu, elle fit bonne garde et échoua l'école de toutes ses qualités de verve, de naïveté et de liberté. Les yeux fixés sur la décadence italienne, elle proscrivit, comme barbare et gothique, tout ce qui n'avait pas la saveur de la mortadelle fabriquée par ces éminents charcutiers bolonais, les Caracchi.

Poussin ne fit point partie de l'Académie d'alors, comme Puvion de Chavannes n'a pas fait partie de celle d'aujourd'hui. C'est un trait de ressemblance entre les deux, mais un des seuls. En effet l'Académie, du temps où les souverains, en France, se mêlaient d'avoir un goût, et avaient réellement du goût, maintenaient du moins des traditions de magnificence. Elle détenait aussi des disciplines sûres et dédaignait vraiment, sinon la gardienne de l'art, du moins celle du métier.

Lorsqu'elle cessa d'être de droit divin pour devenir constitutionnelle, voire parlementaire, l'Académie des beaux-arts sembla forcément jouer un rôle beaucoup moins providentiel. Je veux bien me pénétrer de mon néant en présence du Roi-Soleil, mais je reprends un peu d'indépendance et je ne me sens plus la bosse du respect aux pieds de l'éminent monsieur Dupont, et même de l'illustre monsieur Durand.

D'ailleurs, il faut reconnaître que l'Académie, ayant changé l'uniforme de mousquetaire pour celui de garde national, fit bravement son devoir. Elle empêcha tout le monde de passer; du moins, il fallait lui passer sur le corps, et cela semblait lui faire plaisir. Extrêmement pudique, effarouchée d'un rien, elle n'a jamais su de gré, depuis le commencement de ce siècle, à ce qu'on lui ont violé.

Ingres fut d'abord sa bête noire. C'était un byzantin, un ostrogoth, un révolté. Puis vint un moment où l'Académie le prit à la fois pour chef et pour prisonnier. Tout ce qui ne ressemblait pas à l'école d'Ingres, à la dilution, à l'affadissement de ce grand homme, tout ce qui fléurait vaguement le romantisme, était mis à la porte des Salons, dont l'Institut était le gardien très austère.

Puis Delacroix fut à son tour de l'Académie, et peu à peu le romantisme devint académique. La crinière blanchissante se hérissa de nobles fureurs devant l'apparition du réalisme. Courbet fut dans la même posture, exactement, vis-à-vis de l'Institut qu'avait été monsieur Ingres, le byzantin, le dangereux naïf.

Cela n'empêcha pas, lorsque Courbet fut mort, sans avoir été de l'Institut, par la seule faute des circonstances, les portes de s'ouvrir toutes grandes au réalisme. Il y a une vingtaine d'années, la blouse bleue et les sabots furent très bien reçus à côté des péplums, des talonniers de Mercure, des pourpoints de Troubadour, dans le magasin aux accessoires du quai Malaquais.

L'Académie, de même, sera impressionniste dans quelques années, lorsque les derniers impressionnistes seront morts; elle sera ensuite symboliste lorsque les symbolistes qui avaient vingt-cinq ans hier auront la barbe blanche. Tout cela démontre admirablement, comme le dit si bien notre correspondant, que l'Académie des beaux-arts est « la seule Compagnie qui aurait vraiment qualifiée pour organiser les expositions françaises ».

A ceux qui en douteraient encore, il faudrait montrer, à côté de l'art qu'elle a prohibé, celui qu'elle protège. Un petit local, au rez-de-chaussée d'une aile du palais Mazarin, contient les œuvres que par testament la comtesse de Caen a chargée l'Institut de distinguer aux Salons et de conserver pour la postérité. C'est un petit musée qui ne manque pas d'agrément. Les œuvres les plus anciennes ne remontent pas à vingt ans, et elles ont toutes l'air de dater de 1820. On pourrait aussi se reporter aux jolis tableaux des prix de Rome, précieusement conservés à l'Ecole des beaux-arts. A part une dizaine de peintures, comme celles de Fragonard, David, Ingres, Baudry, Henner, Bernier, et des sculptures de Carpeaux, Chapu, Falguière, Mercié (encore ne sont-elles pas de leurs meilleures), le tout, vendu à l'Hôtel Drouot, ferait bien, l'un dans l'autre, 47 fr. 50 par article.

Mais à quoi bon constater que si l'Académie des beaux-arts n'a jamais empêché les belles œuvres de vaincre à leur heure, elle n'a jamais enfanté non plus la moindre beauté, et qu'elle n'a jamais couvé que très peu d'œufs d'aigle? A quoi bon faire remarquer que si, comme

le proclame fort justement « Un Artiste », elle n'a plus aucune autorité, c'est qu'elle n'a pas su garder celle qu'elle possédait? Personne ne l'empêchait de faire des merveilles, si elle était capable d'en faire.

C'est d'ailleurs une très jolie conception, et bien française, qu'il faut, pour que la production artistique soit de bonne qualité, des directeurs, des contrôleurs, des gendarmes et des surveillants. Comme très peu de personnes sont capables de comprendre et d'admirer par elles-mêmes, il est évident qu'il faut des dignitaires qu'on puisse enlever de respect à bon escient, et des fonctionnaires pour administrer l'enthousiasme. Sans cela, comment voulez-vous vous y reconnaître?

De là est née la belle institution appelée « Direction des beaux-arts » par une association de mots qui aurait semblé aux Grecs d'Athènes et à nos imagiers du quatorzième siècle du dernier folâtre. Il y a, en effet, quelque part une direction qui dirige quelque chose, mais ce qu'elle ne dirige pas est devenu beaucoup plus intéressant.

De là également est venue l'idée de confier à un jury exclusivement recruté parmi les membres de l'Institut ou les gens de leur dépendance la mission d'admettre ou d'exclure, de présenter à l'appât du public les plats qu'il a le droit, la permission de trouver bons. Ce système que nous verrions renaitre avec la plus vive curiosité, car il ne ferait aujourd'hui aucun tort aux artistes que nous aimons, atteignait au fameux Salon de 1863 son plus haut point de perfection. Ce fut triomphal : au Salon des Refusés figuraient tout simplement Braque, Desbrosses, Dutilleul, Fantin-Latour, Armand Gauthier, Harpignies, Jongkind, Jean-Paul Laurens, Alphonse Legros, Manet, Saint-Marcel, Vayson, Vollon et Whistler. Il paraît inutile aujourd'hui de rappeler qu'avant eux Barye, Corot, Millet, Rousseau avaient été, par l'Institut, mis à la porte du Salon; cette histoire est racontée, au jardin des Tuileries, par les nourrices et les bonnes d'enfants. Comment, dans ces conditions, l'Académie des beaux-arts n'aurait-elle pas acquis une grande autorité auprès du public et n'aurait-elle pas le droit de se reposer sur des lauriers si bien gagnés?

L'heure de l'appel à l'Académie l'invite à sortir de son sommeil. Le sommeil, à la vérité, nous semblait tout à fait normal, mais le réveil nous inquiète un peu, non pas pour nous, mais pour elle. Le projet de démolir, du côté de la rue Mazarine, une partie du palais de l'Institut pour élever une aile neuve en chassant quelques bons vieux microbes ne rencontrera pas d'opposition, pourvu que le palais neuf ne soit pas trop laid; de ce côté du moins la perspective de la Seine n'a rien à craindre.

Si l'on nous y montre l'équivalent de la *Royal Academy* de Londres, ainsi que souhaite l'« Artiste », ce ne sera pas grand-chose; il paraît ignorer que cette Académie ne représente pas plus à Londres le mouvement artistique que la nôtre ne le représente à Paris.

Aujourd'hui, on s'est passionné pour d'autres choses, et il semble un peu tard pour ramener le public vers des régions d'où la vie s'est retirée. La place Royale a été jadis le centre du mouvement, aujourd'hui c'est la Madeleine; il paraît difficile de faire remonter vers leur source les courants des grandes villes.

Le Salon de l'Académie sera une sélection de celui des Champs-Élysées; les protections y seront restreintes à un moins grand nombre de personnes; ce sera la plus grande nouveauté de l'affaire.

Malgré tout cela, il faut que le nouveau Salon s'organise. Nous irons le visiter avec la plus grande curiosité. Si nous allons assister à une résurrection? C'est un spectacle très curieux, dit-on, et qui ne s'est pas vu très souvent depuis Lazare.

Arsène Alexandre.

Échos

La Température

Le baromètre s'est rapidement relevé sur les Iles-Britanniques; mais le vent ayant tourné au Nord-Nord-Est sur nos côtes de la Manche et de la Bretagne, la mer est houleuse, agitée. Des pluies ont encore tombées en France sur plusieurs stations. La température s'est abaissée dans le nord-ouest du continent. A Paris, le thermomètre, dans la journée d'hier, a marqué : le matin, à huit heures, 10° au-dessus; dans l'après-midi, 14°. On notait 10° à Alger. En France, un temps frais est probable avec pluie dans l'Est. Le baromètre, après avoir donné 765mm dans la journée, restait à 767mm vers minuit.

Les Courses

A 2 h., Courses au Bois de Boulogne. — Gagnants de Robert Milton :

Prix de Montretout : Soublecause.
 Prix de Sévres : Mic.
 Prix du Cadran : Le Roi Soleil.
 Prix Noailles, ex-Prix du Nabob : Sesara.
 Prix Saint-James : Isménie.
 Handicap : Parisiana.

LES PETITS PAQUETS

Depuis qu'il est certain que M. le capitaine Freystätter sera entendu par la Cour de cassation, les publicistes qui considèrent la révision comme un échec personnel stipulent, on ne sait pourquoi, que cet officier ne sera pas interrogé sur le témoignage d'Henry, ni sur la production de pièces secrètes : on ne sait pas bien sur quel autre sujet cependant la

Cour pourrait l'interroger, et on ne suppose pas qu'elle lui demande ce qu'il pense de la reine Ranavaloa, ou encore du 120 court.

C'est toujours le même système qu'on reproche tant au pauvre Ferry : celui des petits paquets. Dans la première phase de la conquête de notre empire colonial, on perdit énormément de monde parce qu'on n'avait que des contingents insuffisants pour leur tâche. De même dans l'affaire, on ne lâche la vérité que par lambeaux, par petits paquets, lorsqu'on y est contraint et forcé. Et à ce jeu-là, on perd des hommes aussi qu'on aurait pu sauver.

Au procès Zola, le président Deleorgue avait adopté la fameuse phrase : « La question ne sera pas posée. » Avec cela il croyait trancher les difficultés comme avec un rasoir. Il ne tranchait, hélas ! que les carotides d'Henry. Elles ont été posées tout de même les questions qui effrayaient M. Deleorgue, et tout le monde les discute. Et elles pèsent, elles pèsent !

Pourquoi recommencerait-on avec le capitaine Freystätter ce dangereux badinage? D'autant mieux que la Cour les a déjà posées ces questions relatives aux pièces secrètes et au témoignage d'Henry. Elle les a posées à M. Casimir-Perier. Il a répondu. Elle les a posées aux généraux Mercier et de Boisdeffre qui ont refusé de répondre, et qui en refusant ont avoué. Ils ne pouvaient pas dire oui, et ils ne voulaient pas dire non, parce qu'ils étaient tenus, en braves gens qu'ils sont, par la religion du serment.

M. le capitaine Freystätter ne peut pas ne pas être interrogé sur les seuls détails de procédure qui motivent sa comparution.

Il y a, du reste, une autre personne qui devrait être interrogée et confrontée avec les témoins dont les dépositions sont contradictoires. Cette personne, il est étonnant même qu'on n'ait pas encore songé à l'amener devant la Cour. Ou si on y a songé, il est étonnant, même honnêtement, qu'on n'ait pas encore provoqué ses réponses. Ses paroles, ses renseignements, ses énonciations eux-mêmes seraient de nature à renforcer le faisceau, un jour en jour plus intense, de lumière qui est projeté sur l'affaire. Cette personne, c'est Alfred Dreyfus lui-même, dont l'audition ne serait peut-être pas dénuée d'intérêt. Pourquoi ne le mande-t-on pas? — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

M. Lelianoff, maire de Saint-Petersbourg, qui vient déposer une couronne sur la tombe du Président Félix Faure, est arrivé hier soir à Paris, par la gare du Nord, accompagné de son fils et du comte Suzor, représentant le Conseil municipal de Saint-Petersbourg.

M. Lelianoff a été reçu par MM. Weber, vice-président; Desplas, Vivien et Le Grandais, membres du bureau du Conseil municipal; Thuillier, président du Conseil général; Barbier, vice-président et Féliçien Paris, secrétaire.

M. Weber a souhaité la bienvenue au maire de Saint-Petersbourg et lui a présenté ses collègues. M. Lelianoff est monté ensuite en voiture avec MM. Weber et Thuillier, pour se rendre à son hôtel.

Le cardinal Richard a désigné le R. P. Coubs, l'éminent Jésuite dont la parole est si hautement appréciée des grands auditeurs parisiens, pour prononcer cette année le panegyrique de Jeanne d'Arc à Notre-Dame.

La cérémonie est fixée au second dimanche du mois prochain, 14 mai.

Nous avons publié hier l'amusante convocation du bal des Quat'-Z-Arts — transformé pour la circonstance en bal des Quat'-Z-Arbes — à venir assister à la plantation, sur le quai Malaquais, d'arbres en carton destinés à remplacer les vrais arbres disparus.

Cette cérémonie a été exécutée conformément au programme. Hier matin, à sept heures, en revenant du bal, les étudiants et élèves de l'Ecole des beaux-arts ont, processionnellement, transporté et déposé sur le quai Malaquais quatre caisses remplies de sable, dans chacune desquelles ils avaient planté un arbre en carton, en signe de protestation contre l'enlèvement, par la Compagnie d'Orléans, des arbres de ce quai, pour la construction de la nouvelle gare.

Cette originale manifestation n'a pas dépassé les bornes d'une innocente plaisanterie, et elle s'est terminée de la façon la plus pacifique. Aussitôt après le départ des étudiants, les cantonniers sont arrivés et ont fait disparaître les caisses et les arbres de carton.

Après quoi, sans autre incident, les étudiants sont retournés à leurs études, les travaux ont continué sur le quai, et la terre s'est remise à tourner.

La Jeunesse royaliste de Paris organise un grand banquet à l'occasion de la Saint-Philippe.

Ce banquet aura lieu dimanche prochain, au restaurant de la Porte-Dorée, sous la présidence de M. le comte Lanjuinais, député.

Petit événement boulevardier : l'étroué et sombre bureau de poste de la rue de Choiseul vient d'être transféré rue de Grammont.

C'est maintenant un bureau-modèle, aménagé d'une façon spéciale, sans guichets que l'on ferme au nez du public, vaste, clair et aéré; bref, pratique et presque élégant avec ses boiseries de chêne sculpté et ses panneaux de vernis blanc et lilas.

Il est même décoré à sa devanture d'une tête de lion allégorique : le lion du courrier.

INSTANTANÉ

LE COLONEL PRÉVOT

Le nouveau colonel de la garde républicaine, que l'on faisait avant-hier au mess de la caserne des Célestins.

Un Parisien de la rue Saint-Jacques, né par hasard en Algérie, à Médéah, où son père, officier d'administration du Val-de-Grâce, venait d'être envoyé, lorsqu'il fit son entrée dans le monde.

Engagé volontaire à dix-sept ans, il allait gagner son premier galon d'officier lorsque la guerre éclata. C'est sur le champ de bataille qu'il le conquist, et en défendant Paris, ce qui était un joli début pour un futur colonel de la garde.

La croix qu'il porte, il la reçut aussi sous Paris, à vingt-quatre ans. Enfin, toujours pendant le siège, au fort de Vanves, un éclat d'obus l'atteignit au pied, et cette blessure ne lui fut douloureuse que parce qu'elle lui interdisait pour quelque temps l'écriture dont il est très friand, et où il était déjà maître lorsqu'il passa par la salle Ruzé.

Avait déjà fait un stage de cinq ans à la garde républicaine avec le grade de chef d'escadron.

L'Académie des sciences morales et politiques a statué hier, en Comité secret, sur l'attribution du prix François-Joseph Audifred, « destiné à récompenser les plus beaux, les plus grands documents, de quelque nature qu'ils soient ».

Sur le rapport de M. Félix Rocquain, ex prix, d'une valeur de 15.000 francs, a été attribué au commandant Marchand, par sa traversée de l'Afrique, de l'Océan Atlantique à la mer Rouge.

Parmi les billets de la tombola de la Ligue fraternelle des Enfants de France directement placés par le *Figaro*, figuraient un assez grand nombre de numéros gagnants.

Nous avons, au début du mois de février, publié la liste officielle du tirage de ces numéros, et leurs heureux possesseurs ont pu prendre immédiatement livraison des lots qui leur étaient attribués. Cependant trois des billets placés par nos soins, et sortis au tirage, n'ont pas encore été présentés. Ce sont les numéros 2.262, 3.171 et 3.250.

Les lots afférents à ces billets peuvent être réclamés au palais de l'Elysée tous les jours, sauf le dimanche, de neuf heures à midi, jusqu'au 30 avril. Passé cette date, ils seront définitivement acquis à la Ligue fraternelle des Enfants de France.

Racine et M. Bergeret.

Racine, on le sait, est à peu près le seul membre de l'Académie française dont le discours de réception ne nous soit pas parvenu : il fut reçu le même jour que Fléchier qui parla avant lui et dont l'éloquence l'avait déconcerté au point qu'il put à peine prononcer quelques mots.

Mais à douze années de là le grand poète se montra paré d'orateur lorsqu'il reçut Thomas Corneille.

Son discours fléchit quelque peu, en est vrai, dans la seconde partie, car, en même temps que le frère de l'auteur du *Cid*, Racine recevait un autre immortel qui depuis, mais alors...

Il s'appelait M. Bergeret.

Ce M. Bergeret, dont le nom passera certainement à la postérité, doit beaucoup à Racine et aussi à M. Anatole France.

Un joli travail.

Il faut convenir que M. DeFrance et les ingénieurs du Métropolitain mènent coquettement leurs travaux, et que la petite ovation que le public a faite hier à leurs ouvriers, sur la place du Palais-Royal, était bien méritée.

De fort loin on apercevait, barrant la rue de Rivoli, devant la porte principale du ministère des finances, une énorme poutre de fer de plus d'un mètre carré de coupe, suspendue à la hauteur d'un entresol; et, naturellement, autour de cette poutre, la foule grossissait, curieuse, dans l'attente de ce qui allait se passer.

Tout à coup une équipe de terrassiers s'est mise à éventrer la chaussée intacte, et, à moins d'un mètre de profondeur, sous leurs pioches est apparue, entièrement construite, la gare du Palais-Royal dont une douzaine de poutres d'acier, semblables à celle qui avait attiré les curieux, formeront la couverture.

Ce coup de théâtre était tellement imprévu que c'est tout juste si on n'a pas applaudi !

Quatre travées ont été posées hier, et dans quelques jours la chaussée aura repris son aspect.

Parmi les œuvres bibliographiques qui doivent marquer à l'Exposition de 1900 le degré de perfection de notre librairie française, il faut citer en première ligne : *Versailles et les deux Triansons*, de M. Philippe Gille et Marcel Lambert, édité par la maison Mame. Le troisième fascicule, qui vient de paraître, contient d'admirables portraits au burin, des planches et les documents les plus précis sur la Grotte de Thésée et les constructions Louis XIV. Un livre entrepris avec cette ampleur eût tenté naguère le goût luxueux des fermiers généraux.

Il y aura le 28 avril à l'hôtel Drouot une vente consacrée à seize peintures et vingt-huit aquarelles de Jongkind. Il s'agit là d'œuvres d'une rare beauté, qui montrent le peintre en pleine maturité de talent. La vente sera dirigée par M. Paul Chevallier, assisté de M. Georges Petit, expert.

Le Comité chargé d'élever un monument à Alphonse Daudet s'est réuni hier à la Société des Gens de lettres, où l'on peut toujours envoyer des souscriptions.

L'exécution du monument a été confiée au sculpteur Saint-Marceaux, qui soumettra prochainement la maquette à la Commission spéciale.

M. Lefèvre-Pontalis, membre de l'Institut, ancien député, vient de rentrer à Paris, de retour d'un voyage d'études en Espagne.

M. Lefèvre-Pontalis a tenu à assister aux opérations électorales à Madrid et à se documenter à nouveau pour mettre la dernière main à un ouvrage qu'il a en préparation sur le mode d'élection des divers Parlements européens.

M. Lefèvre-Pontalis a eu plusieurs entretiens avec M. Silvela, président du Conseil des ministres.

Hors Paris

Il vient de se fonder à Brooklyn (New-York) un syndicat de bonnes, qui est en train de devenir la terreur des maîtresses de maison.

Les affiliées à ce « trust » d'un genre nouveau s'engagent : à ne pas accepter un salaire inférieur à seize dollars par mois; à ne pas lessiver de chemises, cols ou cravates; à ne pas nettoyer les escaliers et les fenêtres; à ne pas porter de charbon.

En outre, elles exigent la mise à leur disposition d'une pièce où elles puissent librement recevoir; un jour de liberté par semaine et deux semaines de congé dans la bonne saison, salaire payé.

Dieu nous préserve d'un pareil syndicat ! Plutôt deux sous du franc !

De Dax :

« On s'applaudit fort des progrès réalisés aux Grands Thermes sous l'administration des docteurs Delmas et Larazou, qui ont su, en les modernisant, continuer les savantes traditions paternelles. L'Hôtel et l'Etablissement, reliés aujourd'hui par des services communs, peuvent être cités à juste titre comme des modèles de confort pratique. »

Nouvelles à la Main

FABLE - EXPRESS

Cette nuit, trois rôdeurs ayant le vol pour but Attaquent un bourgeois. Mais, craignant pour sa bourse, Celui-ci, sans lutter, détaille au pas de course. Que voulez-vous qu'il fit contre trois ?

MORALE

Qu'il court !

Taupin, en voyage, est descendu chez un ami qui lui a promis de lui faire admirer les restes très curieux d'un ancien châteaufort des environs.

La première visite est pour les voisines de campagne de son hôte, vieilles dames à manières prétentieuses, et comme elle se prolonge outre mesure, Taupin lui glisse à l'oreille :

— Si nous allions voir les autres ruines ?

Le Masque de Fer.

PIÈCE SECRÈTE

En 189..., un auteur dramatique que la confraternité n'empêche de nommer, fit jouer sur un théâtre que je ne désignerai pas davantage une pièce en quatre actes et cinq tableaux dont le titre n'a aucune importance pour la suite de ce récit.

Cette pièce fit un four noir, le four absolu auquel nul spectateur ne résiste et que les amis eux-mêmes de l'auteur ne songent pas à éteindre. Elle était jouée, en outre, d'une façon pitoyable : les artistes ne savaient pas un mot de leur rôle; ils étaient mal habillés; quelques-uns étaient enroués et les autres enduits à peine. Quant aux décors et aux meubles, cela n'avait de nom dans aucune langue. Bref, un ensemble inouï qui semblait un véritable défi au public si chatouilleux des premières.

La pièce s'acheva dans un morne silence. A la fin, cependant, quand l'artiste principal vint dire le nom de l'auteur, des sifflets se firent entendre et l'avis général était que cela ne se jouerait pas trois fois.

Durant les entr'actes, les critiques ne s'étaient pas gênés pour crier leur opinion à haute voix. Personne ne défendit ni l'œuvre, ni les interprètes, ni le directeur.

Et le lendemain, on s'attendait à un éreintement formidable de toute la presse.

Non seulement, il n'en fut rien, mais les critiques montrèrent un enthousiasme assez rare dans cette profession. Ce furent des éloges sans fin, les mots « d'œuvre de premier ordre », de « chef-d'œuvre », de « merveille » qui revenaient à chaque phrase.

Et si l'on se permettait de rappeler à ces messieurs que la veille ils avaient déclaré dans les coulisses du théâtre que la pièce était une ordure, ils souriaient ironiquement.

— La pièce n'est pas bonne, en effet...

— Alors, pourquoi en avez-vous dit tant de bien ?

— Hé ! hé !

Impossible d'obtenir une autre réponse. Mais, un jour, on apprit par hasard la vérité. A la fin du spectacle et quand le public ordinaire se fut écoulé, l'auteur avait réuni de nouveau toute la critique dans la salle. On avait changé les décors qui étaient devenus des décors superbes et d'excellents artistes avaient joué alors une autre pièce, pleine d'esprit et très parisienne. Et c'est sur cette pièce, « pièce secrète en quatre actes et cinq tableaux », suivant l'expression d'un des assistants, que les critiques, le lendemain, avaient fait leur compte rendu. D'où la stupefaction du public.

Mais où l'affaire se corsa et où les critiques commençaient à avoir quelques remords, c'est quand ils découvrirent que cette pièce n'était pas même de l'auteur qu'ils croyaient, et que celui-ci s'était tranquillement approprié l'œuvre d'un de ses confrères.

Alors, on réunit le Cercle de la critique pour tirer la chose au clair.

Alfred Capus.

LE

DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

COUR DE CASSATION

(SUITE)

Le *Figaro* publie aujourd'hui les dépositions suivantes :

Déposition de M. Gabriel Monod;
 Déposition de M. Hanotaux;
 Déposition de M. le général Mercier (nouvelle déposition);
 Déposition de M. le comte de Turenne d'Aynac.

Déposition de M. Gabriel Monod

SÉANCE DU 14 JANVIER 1899

M. Gabriel Monod. — L'opinion que je me suis faite sur l'affaire Dreyfus est naturellement fondée surtout sur l'ensemble des événements qui se sont déroulés depuis quatre ans et sur les faits qui ont été mis en lumière dans les débats judiciaires dont l'affaire Dreyfus a été l'occasion; mais je crois ne devoir parler ici que des faits qui sont venus personnellement à ma connaissance et qui ont contribué à corroborer mon opinion.

Mes premières inquiétudes sont nées du rôle de la presse, dès le mois de novembre 1894, et de l'avis formel du général Mercier exprimé par deux fois sur la culpabilité de Dreyfus, qui me paraissait de nature à diminuer l'indépendance du jugement du Conseil de guerre.

A la fin de décembre 1894, comme je déjeunais chez M. Hanotaux avec son secrétaire, je lui posai brusquement la question :

— Êtes-vous certain de la culpabilité de Dreyfus ?

Il me répondit :

— Ce n'est pas moi qui l'ai jugé; je n'ai rien à vous dire.

Je sortis avec son secrétaire (M. Winnox) qui, arrivé dans la rue, me saisit vivement le bras et me dit :

pathie pour le père d'Alfred Dreyfus, tout en reconnaissant son honorabilité, avait au contraire la meilleure opinion des fils Dreyfus, connus pour leur loyauté en affaires et l'ardeur de leurs sentiments français : l'un d'eux, Mathieu, avait eu un duel avec un officier prussien qui avait mal parlé devant lui de la France ; Alfred, qui avait renoncé à la carrière industrielle pour embrasser la carrière militaire, était connu parmi ses relations pour son patriotisme un peu exalté.

Au mois de juillet 1897, ayant entendu parler des mesures de rigueur prises contre Alfred Dreyfus sans qu'elles fussent justifiées ni par sa conduite, ni par celle de sa famille, j'écrivis à M. Alphonse Humbert, que je savais en relations fréquentes avec M. Hanotaux, pour lui demander d'agir auprès du ministre, non seulement pour lui faire retirer des mesures cruelles et inutiles mais aussi pour tirer au clair l'affaire Dreyfus.

Je lui exprimais la crainte qu'une erreur eût été commise, et que, dans ce cas, l'Allemagne, ayant entre les mains les preuves de cette erreur, ne pût s'en servir pour nuire à notre armée et à notre pays.

M. Humbert ne me répondit pas, mais au mois d'octobre 1897, quand M. Scheurer-Kestner fit les premières démarches en faveur de la révision, il me signala dans l'*Éclair* comme étant d'accord avec M. Scheurer, que je n'avais point vu depuis des années et dont j'ignorais les découvertes, et il m'invita à dire mon opinion.

J'appris à Rome, où j'étais allé pour passer l'hiver avec ma famille, cette sommation.

Je crus devoir répondre, à la fois pour déclarer que je n'avais aucune intention de soulever la question de la révision du procès Dreyfus, et pour qu'il n'en résultât aucune révision nécessaire.

Je vins à Paris pour publier cette lettre, qui parut le 6 novembre.

Le 21 novembre, au moment où j'allais retourner à Rome, j'écrivis à M. Hanotaux pour lui dire que je remettais à la fermeté de sa conscience et à sa clairvoyance d'historien le soin de porter la lumière sur l'affaire Dreyfus.

Il me répondit, le 23 novembre :

« Je m'efforce de voir, de savoir et de prévoir. »

« Mais vraiment il faut plus qu'une conscience ferme. Il faut une lumière supérieure pour vous guider dans toutes ces ténèbres. Bien à vous de cœur, cher ami. »

Pendant tout l'hiver 1897-98, je tins exactement M. Hanotaux au courant de tout ce que je pouvais apprendre sur l'affaire Dreyfus.

Le 6 janvier, je lui écrivis encore : « Mon cher ami, je vous prie instamment de me dire, ne fût-ce que par un mot, si vous avez obtenu sur l'affaire Dreyfus des lumières qui aient dissipé les doutes que vous avez conservés depuis trois ans et qui vous faisaient me dire que cette affaire était le plus grand malheur de votre vie. »

Cette lettre est restée sans réponse et j'ai pris encore ce silence pour un aveu. D'ailleurs, dans une entrevue que j'ai eue avec son secrétaire, M. Bertrand, à mon retour à Paris, au mois d'avril, il me confirma que M. Hanotaux ne pouvait se prononcer, qu'il regardait la révision comme dangereuse, mais sans me dire pourquoi et qu'il n'avait jamais cru à l'authenticité des prétendues lettres de l'empereur d'Allemagne.

Pendant mon séjour à Rome, je me suis refusé à toute entrevue avec des personnages politiques qui auraient eu pour but de prendre des informations directes sur l'affaire Dreyfus. Mais j'ai eu soin de recueillir tous les renseignements qui sont venus spontanément à moi dans les réunions où je me trouvais ou par des amis qui me les apportaient, sans que je les eusse sollicités.

La concordance de ces renseignements m'a paru offrir un réel intérêt : c'est ainsi que j'ai vu de quelle manière M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères, les généraux Ricotti et Consue, le général Primano, chef d'état-major général, s'exprimaient sur l'affaire Dreyfus.

Ils affirmaient son innocence et s'étonnaient qu'une pareille erreur eût été commise.

Le marquis Guerrieri m'a dit, il y a quelques jours seulement, en avoir causé plusieurs fois avec le général Primano, qui lui a affirmé qu'aucune pièce provenant de Dreyfus ne leur était parvenue, tandis qu'ils en avaient provenant d'Estherazy.

Le marquis Guerrieri m'a dit également tenir de M. Chiala, ami du colonel (aujourd'hui général) Panizzardi, l'affirmation que la dépêche par laquelle l'attaché militaire italien annonçait à son gouvernement l'arrestation de Dreyfus, contenait aussi l'affirmation qu'il n'y avait jamais eu aucun rapport entre Dreyfus et lui.

Mon ancien ami, le professeur Tizielli, de Florence, m'a raconté avoir rendu visite, au commencement de 1895, à un officier de ses amis, attaché à l'état-major général.

Cet officier, qui avait la garde des papiers d'espionnage, lui dit que Dreyfus n'avait jamais livré aucun document aux gouvernements étrangers et que les documents qu'on prétendait avoir été livrés par lui l'avaient été par un officier supérieur en grade.

Je puis ajouter que le reine d'Italie a déclaré à deux de nos amis, les demoiselles Amari, ainsi qu'au général Bonfadini, qu'elle avait été très troublée par l'affaire Dreyfus, qu'elle avait pris les renseignements les plus précis à ce sujet, et qu'elle était certaine de l'innocence de Dreyfus.

Dans un dîner chez Mme Minghetti, auquel j'assistais, le prince Lichnowski, secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Vienne, et ami personnel de M. de Schwartzkoppen, a raconté qu'il s'était entretenu avec ce dernier sur l'affaire Dreyfus, que M. de Schwartzkoppen lui avait affirmé n'avoir jamais eu aucune relation avec Dreyfus, et que d'ailleurs les papiers mentionnés au fameux bordereau, dont on parlait tant, n'avaient qu'une faible valeur, sans vouloir rien dire sur l'origine de ces papiers.

J'ai sous les yeux une lettre de Mme de Bulow, la femme du ministre des affaires étrangères d'Allemagne, adressée à une de ses amies de Rome et dans laquelle, au milieu de beaucoup d'autres choses, elle disait incidemment : « Vous avez vu ce que mon mari a dit sur l'innocence Dreyfus ; tout ce que Zola a dit est vrai, et toutes les réponses sont misérables. »

Cette même dame m'a fait connaître le récit que lui a fait le docteur Muhling, Allemand établi à Rome, d'une visite qu'il a faite à M. de Schwartzkoppen, à Berlin, au mois de juillet.

Il le trouva très triste et lui en demanda la cause.

M. de Schwartzkoppen lui répondit que c'était le sentiment de responsabilité qui pesait sur lui dans l'affaire Dreyfus.

M. Muhling lui ayant demandé pourquoi il ne s'expliquait pas publiquement, il répondit que d'abord on ne croirait pas en France à sa déclaration ; qu'ensuite s'il la faisait spontanément, il serait mal vu de ses camarades et de ses chefs ; mais qu'il avait été prévenu que si son témoignage était invoqué par le gouvernement français, il recevrait l'ordre de déposer sur tout ce qu'il savait, soit entre les mains de l'ambassadeur de France à Berlin, soit auprès d'une autorité judiciaire.

Je puis ajouter que M. Clark, fellow de Queen's College, Oxford, m'a rapporté au mois de septembre qu'il avait rendu visite au colonel Panizzardi au moment où celui-ci allait quitter Paris, qu'il l'avait trouvé fort ennuyé des déclarations de M. Casella, qui l'obligeaient à renoncer à son poste d'attaché militaire, mais que ces déclarations étaient rigoureusement exactes.

Lorsque je revins à Paris, au mois d'avril, je fis connaissance de la famille Dreyfus, du colonel Picquart, et je me remis en relations avec M. Scheurer-Kestner, qui me raconta de quelle manière il était arrivé à croire à l'innocence de Dreyfus.

Il m'a raconté ne s'être occupé de l'affaire Dreyfus que lorsque, au printemps 1897, il recueillit de la bouche d'un officier d'état-major, comme preuve de la culpabilité de Dreyfus, un fait dont il constata peu après la fausseté (il s'agissait de l'achat d'une maison 120,000 fr. à Paris).

Les recherches restaient infructueuses lorsqu'il reçut de M. Leblois l'avis de rechercher si l'écriture du bordereau n'était pas d'un certain major Esterhazy. M. Scheurer se procura, par un agent d'affaires, une lettre d'Esterhazy ; cette lettre offrait des différences sensibles avec l'écriture du bordereau.

M. Scheurer pensa que, peut-être, l'écriture avait été volontairement altérée, et il demanda à son agent de lui procurer une lettre écrite très rapidement, devant lui.

Cette fois, la ressemblance avec l'écriture du bordereau était complète. M. Scheurer avait eu ainsi l'épreuve et la contre-épreuve.

Il se procura ensuite de l'écriture d'Esterhazy de 1894, où la ressemblance n'offrait plus aucun doute.

C'est que le 13 juillet 1897, m'a dit M. Scheurer, qu'il termina cette enquête. Mais, dès le mois de juillet, il avait causé avec un officier de l'état-major, dont il ne m'a pas dit le nom, de ses doutes sur la culpabilité de Dreyfus, et cet officier lui supplia de ne pas s'occuper de cette affaire, s'il ne voulait pas que sa réputation, jusque-là immaculée, fût livrée aux plus effroyables outrages.

M. Scheurer a cru ne devoir rien révéler de ses découvertes à la famille Dreyfus, avec qui il ne voulait même avoir aucune communication, depuis qu'il s'occupait de l'affaire, et j'ai su séparément, par lui et par M. Mathieu Dreyfus, que si celui-ci a connu le nom d'Esterhazy, c'est seulement le 5 ou le 6 novembre 1897, lorsque M. de Castro fut frappé de la ressemblance de l'écriture du bordereau avec des lettres qu'il possédait d'Esterhazy et en avertit M. Dreyfus.

Lorsque je revins à Paris, en novembre 1897, les MM. Reinach, amis de M. Dreyfus, ignoraient encore le nom d'Esterhazy, de même qu'ils ignoraient entièrement le rôle du colonel Picquart.

J'ai déclaré récemment que je n'avais reçu aucune confidence sur la nature des pièces secrètes qui ont joué un rôle dans le procès Dreyfus ; cette déclaration s'appliquait spécialement aux prétendues lettres de l'empereur d'Allemagne.

Mais j'ai entendu parler, comme beaucoup d'autres, du fait, d'ailleurs révélé par l'*Éclair*, de l'influence que les pièces secrètes avaient eue sur la condamnation de Dreyfus. Mon collègue Lefebvre, ancien professeur de physique au collège de Versailles, m'a dit que la certitude de la culpabilité de Dreyfus avait été fondée, pour les juges, sur ces pièces secrètes, comme le lui avait dit son beau-frère, M. Lacapelle, directeur du contrôle au ministère de la guerre ; et le docteur Gilbert, au Havre, avait recueilli, en février 1895, la même déclaration de la bouche d'un des ministres en fonctions au moment du procès Dreyfus.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GABRIEL MONOD.

Déposition de M. Hanotaux

SÉANCE DU 31 JANVIER 1899

Le président. — Vous étiez ministre des affaires étrangères en 1894, au moment où ont été engagées les poursuites contre Dreyfus.

Voudriez-vous nous dire dans quelles conditions ces poursuites ont eu lieu ?

M. Hanotaux. — Autant que mes souvenirs me permettent de fixer ce point, vers le milieu d'octobre 1894, M. le général Mercier demanda à M. le président du Conseil de vouloir bien réunir à part, dans son cabinet, plusieurs membres du Conseil : c'étaient d'abord le président du Conseil (M. Dupuy), M. Guérin (garde des sceaux), M. le général Mercier et moi.

M. le général Mercier, à un des Conseils précédents, avait demandé à M. Guérin de vouloir bien lui désigner un expert compétent pour la vérification des écritures, sans dire d'ailleurs l'objet de la vérification à laquelle il y avait lieu de procéder.

Dans la séance particulière pour laquelle nous étions réunis, M. le général Mercier nous mit sous les yeux un papier, déchiré et recollé, en disant qu'il avait été trouvé par les moyens appartenant au service des renseignements de l'état-major, et qu'il établissait que des documents importants du ministère de la guerre avaient été, ou communiqués, ou offerts, à des agents de l'étranger.

M. le général Mercier nous demandait ce qu'il y avait à faire en ce qui concer-

nait la suite à donner à cette découverte. Il nous indiqua, si je ne me trompe, que les premières vérifications le portaient à croire que ce document émanait d'un des officiers attachés à l'état-major dont on ne nous dit pas le nom.

Il m'est impossible d'entrer dans le détail des vues qui furent échangées à ce sujet.

Ce que je puis affirmer, c'est que j'insistai particulièrement sur les graves inconvénients que pouvait présenter, au point de vue de nos relations internationales, une poursuite qui n'aurait pour base que des renseignements émanant d'une source dont il me paraissait impossible de dévoiler l'origine.

Il fut entendu qu'on essaierait de trouver, avant de rien engager, d'autres éléments de preuves.

Il fut question de recherches à opérer discrètement par les moyens dont disposait le gouvernement au domicile de la personne qui était soupçonnée.

Quelques temps après (peut-être le même jour), le soir, préoccupé de la gravité de cette affaire, je me rendis chez le général Mercier au ministère de la guerre.

J'eus avec lui un long entretien où je lui demandai instamment de ne pas donner suite à cette affaire dans les conditions où elle se présentait.

Je fis alors valoir les conséquences qui m'apparaissent comme devant être les suites fatales d'un procès de cette nature.

On m'a dit, depuis, que le général Saussier, également consulté, avait, pour d'autres raisons, émis un avis analogue.

Le point de vue auquel je me plaçais était naturellement celui de nos relations diplomatiques avec la puissance dont il était question.

Je trouvais le général Mercier inébranlable.

Ses arguments étaient les suivants : la loi m'ordonne de poursuivre les faits d'espionnage, le fait d'espionnage est indéniable à mes yeux ; ma responsabilité est engagée, quelles que soient les conséquences ; les présomptions qui existent sont assez fortes pour ne pas me permettre d'éviter d'appliquer la loi. D'ailleurs, l'examen de cette affaire est avancé pour qu'il soit presque impossible d'éviter qu'une certaine publicité soit faite.

Je ne tardai pas à me rendre compte que si l'on ne tardait pas à l'affaire, et si l'on ne la retrouvait bien vite, sous une autre forme, sans pouvoir expliquer pourquoi nous n'aurions pas obéi aux prescriptions de la loi.

Je maintins énergiquement ma façon de voir ; je la fis connaître au Conseil des ministres.

Cependant les premières perquisitions et les premières recherches engagèrent l'affaire malgré les protestations réitérées que je portai en me plaçant toujours au point de vue de l'opportunité de la poursuite et de ses conséquences diplomatiques tant devant le Conseil des ministres, qu'en particulier devant M. le président du Conseil et M. le Président de la République.

L'affaire suivit son cours.

Je n'ai jamais eu connaissance à aucun moment du dossier judiciaire de l'affaire Dreyfus.

Le principe de la séparation des pouvoirs et le départ qui se fait, naturellement, dans le travail des différents ministères, ne me permettait rien de ce genre.

Il n'a jamais été porté au Conseil des ministres.

D'ailleurs, on me faisait comme ministre des affaires étrangères une situation particulière ; j'avais, en effet, à faire face aux difficultés internationales qui surgissaient au fur et à mesure que le procès se déroulait. Il était important que je n'eusse pas à répondre aux questions pressantes qui m'étaient parfois adressées par les diplomates étrangers, et que j'eusse, à ce point de vue, toute la liberté d'action nécessaire pour sauvegarder les intérêts généraux du pays dans une situation des plus délicates et qui fut même périlleuse.

Cette situation et ces difficultés sont d'ailleurs connues et elles ont pu donner lieu à la publication de notes concertées qui parurent, à différentes reprises, dans l'*Agence Havas*.

Le président. — Avez-vous connaissance de certaines lettres d'un souverain étranger, écrites à l'époque du procès Dreyfus, et desquelles ressortirait la culpabilité de cet accusé ?

M. Hanotaux. — Je n'en ai eu aucune connaissance.

Je n'ai jamais rien vu de pareil. On ne m'a jamais rien offert de tel. Je n'ai jamais rien acheté de tel.

Je n'ai jamais été consulté sur l'existence ou la valeur de tels documents.

En un mot, toute cette histoire est une fable : elle a, d'ailleurs, été démentie, à diverses reprises, par des notes communiquées aux journaux.

Le président. — Avez-vous eu connaissance d'une dépêche qui aurait été adressée par l'agent B à son administration le 2 novembre 1894 ?

M. Hanotaux. — Je commence par faire toutes mes réserves sur les conséquences de la publicité donnée à cette nature de communications.

Mais, puisque la question a déjà été abordée devant la Cour, je lui indiquerai mes souvenirs.

La traduction de la dépêche a dû m'être communiquée par le service au moment où elle a été faite.

Elle ne m'a pas frappé.

Elle ne m'a pas paru avoir une sérieuse importance.

Vous venez de me dire, monsieur le président, qu'il y avait eu hésitation ou flottement sur la traduction de ce document ; je n'ai eu connaissance que de la traduction arrêtée par le bureau.

D'ailleurs, il existe traditionnellement, en cette matière des communications de bureau à bureau entre les deux ministères.

Sur interpellation d'un conseiller, M. Hanotaux répond :

Je déclare que cette dépêche est la seule de cette nature dont j'aie eu connaissance et que la traduction est la seule qui ait été communiquée au ministère.

Le président. — Avez-vous eu depuis le procès d'autres communications diplomatiques qui se rattacherait à l'affaire Dreyfus et qu'il serait intéressant de porter à la connaissance de la Cour ?

M. Hanotaux. — Tous les documents se rapportant à l'affaire Dreyfus qui ont pu me parvenir ont été communiqués par moi au ministère de la guerre (pour être versés à l'enquête) ou même, s'il y avait lieu, au Conseil des ministres.

Ces documents figurent d'ailleurs dans les dossiers du ministère des affaires

étrangères, et je m'en réfère à la communication qui a pu être faite à la Chambre criminelle.

Pendant la période qui s'est écoulée entre la condamnation et la réouverture de l'affaire Dreyfus (en 1897), il n'y a pas eu lieu à échanges de vues entre les ambassadeurs étrangers et le ministre des affaires étrangères au sujet de cette condamnation.

Il y avait chose jugée et la question n'était pas soulevée.

Lors de la reprise de l'affaire, j'ai reçu de la part d'ambassadeurs accrédités à Paris certaines communications auxquelles vous voulez bien faire allusion d'après la déposition de M. Paléologue.

Les indications qui ont été fournies à la Chambre en ce qui concerne un entretien que j'ai eu avec le comte de Münster, le 17 novembre 1897, sont conformes à mes souvenirs.

Quant à ces certains faits irréguliers qui sont visés dans la déposition de M. Paléologue, j'ai eu, à diverses reprises, l'impression que des tentatives ou des manœuvres d'espionnage ont pu avoir lieu, par les agents spéciaux, au désir des ambassadeurs, et il est arrivé que des faits de cette nature, formellement niés de bonne foi, ont été cependant avérés.

Quant à certaines communications qui m'ont été faites par M. le comte Tornielli, j'en ai donné connaissance à M. le président du Conseil, et je les ai immédiatement communiquées à M. le ministre de la guerre, tout en prenant l'avis du juriste consulté du département.

Je m'en réfère d'ailleurs aux déclarations de M. Paléologue, dont vous venez de me donner connaissance sur ce point.

Le président. — Je vous donne connaissance de la déposition de M. Gabriel Monod, dans laquelle votre nom et des souvenirs auxquels votre personne est associée sont relatés à diverses reprises.

Voudriez-vous me donner quelques explications à ce sujet ?

M. Hanotaux. — Je ne me suis jamais prononcé auprès de M. Gabriel Monod sur la question de culpabilité, n'ayant pas eu communication du dossier et n'ayant pu me faire une opinion personnelle à ce sujet.

Cela résulte d'ailleurs de la propre déclaration de M. Monod, alors qu'il relate une question directe qu'il m'aurait posée à ce sujet.

Je n'ai pas répondu aux lettres de M. Monod parce que je n'avais pas davantage à émettre une opinion écrite sur la question. Mais je ne pense pas non plus qu'il eût à tirer parti de mon silence.

En ce qui concerne la conversation que j'ai eue à déjeuner à ma table, cette conversation a été relatée par M. Monod, sous trois formes différentes : 1° dans une lettre qu'il a écrite à M. Jaurès ; 2° dans une interview qu'il a faite à l'intime ; 3° dans un article dans le *Temps* du lendemain (25 ou 26 décembre) ; 3° dans la relation qu'il en a faite devant la Cour.

Cela prouve du moins qu'il y a une certaine incertitude dans ses souvenirs.

En réalité, j'ai, dans cet entretien, fait allusion aux angoisses patriotiques que m'avait causées, dès le début, cette malheureuse affaire, aux efforts persistants que j'avais faits pour empêcher de naître et aux préoccupations qu'elle m'avait données en qualité de ministre des affaires étrangères.

Ces épanchements de l'amitié ne pouvaient avoir une autre portée et je m'en réfère sur mes véritables sentiments aux indications que j'ai fournies à la Cour au début de ma déposition.

Le président. — Avez-vous connaissance qu'un dossier secret, étranger à la défense, aurait été communiqué au Conseil de guerre de 1894, pendant sa délibération ?

M. Hanotaux. — Je n'ai eu connaissance de ce que ce qui a été allégué dans les journaux.

Demande posée par un conseiller. — Le général Mercier vous a-t-il fait connaître qu'on avait reçu des aveux du condamné ?

M. Hanotaux. — J'ai un très vague souvenir à ce sujet (qui se confond peut-être avec la publication qu'avait faite le *Temps*, le jour même de la dégradation) de l'obtention des aveux.

J'ai voulu appuyer mes souvenirs auprès de M. Viger, qui était dans le cabinet Dupuy, ministre de l'Agriculture, et qui m'a dit avoir un souvenir analogue.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : HANOTAUX.

Déposition du général Mercier

SÉANCE DU 20 JANVIER 1899

Le président. — Vous avez été prié de revenir devant la Cour pour lui donner quelques explications sur un incident qui se serait élevé dans les premiers jours de novembre 1896 entre le ministère des affaires étrangères et le ministère de la guerre au sujet d'une dépêche télégraphique envoyée par l'agent B à son gouvernement et qui aurait été l'objet de deux interprétations différentes.

Vous souvenez-vous de cet incident et voudriez-vous dire à la Cour ce qui en est ?

Le général Mercier. — Vingt-quatre ou quarante-huit heures après la décision prise en Conseil de cabinet de déférer Dreyfus à la justice militaire, on m'apporta de la part du ministère des affaires étrangères la traduction d'un télégramme adressé par B à son chef hiérarchique. Cette traduction était à peu près conçue ainsi :

« Dreyfus arrêté ; précautions prises ; prévenu (ou prévenu) émissaires. »

On me donna en même temps avis que la traduction de la fin de ce télégramme était incertaine.

Un ou deux jours après, je reçus du ministère des affaires étrangères une nouvelle version de cette traduction à peu près ainsi conçue :

« Dreyfus arrêté. Si vous n'avez pas relations, démentez officiellement pour éviter polémique. »

En conséquence, je donnai l'ordre de ne tenir aucun compte de ce télégramme et de n'en faire aucun usage dans le cours du procès.

Cet ordre fut exécuté.

Demande posée par un conseiller. — De la déposition que vient de nous faire M. Paléologue, représentant le ministre des affaires étrangères, il résulte que le télégramme dont le ministre de la guerre

a reçu deux versions différentes successives n'a donné lieu à aucune difficulté en ce qui concerne la traduction de la première partie ?

La première version portait comme la seconde les mots suivants :

« Si vous n'avez pas eu de relations l'habas avec Dreyfus, il serait convenable qu'ambassadeur démentit. »

Dans la première version, la fin du télégramme avait été ainsi traduite :

« Emissaire prévenu. »

Quelques jours plus tard, le ministère des affaires étrangères acquit la certitude qu'il s'agissait de mots : « Emissaire prévenu », il fallait lire : « Pour éviter commentaires de presse. »

Mais la traduction de toute la première partie du télégramme est demeurée la même.

Il ne semble pas que le texte communiqué par les affaires étrangères ait jamais contenu les mots : « Dreyfus arrêté. Précautions prises. »

Le général Mercier. — Autant que mes souvenirs me permettent de l'affirmer, je crois être certain que la première version contenait les mots : « Dreyfus arrêté. Précautions prises. Prévenu (ou prévenu) émissaires. » Et que la seconde version contenait :

« Dreyfus arrêté. Si vous n'avez pas relations, démentez officiellement pour éviter polémiques. »

Ici, M. Paléologue est introduit.

Le président. — Quel est l'officier du ministère de la guerre qui vous a communiqué la dépêche des affaires étrangères ?

Je vous souvenez-vous de la forme caractéristique du feuillet sur lequel était transcrite cette dépêche que M. Paléologue veut bien nous représenter ?

Ici M. Paléologue sort.

Le général Mercier. — Je n'ai jamais vu le feuillet que M. Paléologue veut bien me présenter.

La traduction m'a été présentée sur papier blanc ordinaire en écriture courante.

La première version m'a été apportée soit par le général de Boisdeffre, soit par le colonel Sandherr, mais je ne puis préciser lequel des deux.

Je crois, au contraire, que la deuxième version m'a été apportée par le général de Boisdeffre.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GÉNÉRAL MERCIER.

DÉPOSITION

DE

M. le comte de Turenne d'Aynac

SÉANCE DU 24 JANVIER 1899

Le président. — Vous avez été indiqué par la défense comme pouvant fournir d'utiles renseignements à la Cour sur l'existence d'un document diplomatique qui aurait contenu, en 1894, la preuve de la culpabilité de Dreyfus ?

M. le comte de Turenne. — Je n'ai aucune connaissance d'un document diplomatique constatant la culpabilité ou l'innocence de Dreyfus. Le seul fait que je puisse porter à la connaissance de la Cour, c'est une conversation que j'ai eu avec M. le comte de Münster le 24 avril dernier.

A cette époque, le bruit courait dans Paris que des lettres émanant de l'Empereur et adressées soit à Dreyfus, soit à M. l'ambassadeur d'Allemagne, étaient renfermées dans un des dossiers.

Personnellement je ne croyais point à l'existence de ces lettres.

Le soir dont il s'agit, M. de Münster m'ayant pris à part me parla des bruits courants sur l'existence de ces lettres.

Il m'apprit aussitôt à ma réponse que je n'y croyais point. Il me dit qu'il en était heureux, et ajouta qu'il était très satisfait de pouvoir me confirmer dans mon opinion.

la situation de plus en plus prospère de la Société.

En terminant, il a annoncé deux conférences : l'une de M. Guimet, qui aura lieu demain lundi 24 avril, à deux heures et demie, au musée Guimet; l'autre de M. Cain, au musée Carnavalet, le vendredi 25 mai, à deux heures et demie.

Enfin, M. le marquis de Barral-Montferat, dans une causerie d'une spirituelle érudition, a tenu ses auditeurs sous le charme en leur parlant du « Théâtre d'amateurs à la Cour de Versailles ».

— Arrivés à Paris et descendus à l'hôtel Meurice :

Comte et comtesse Hohenwart, sir Donald Currie et lady Currie, lady Shaw Stewart, M. et lady Barry, M. Th. P. Porter, consul général d'Angleterre à Madagascar.

— Descendus au Langham Hôtel :

Comtesse Georgina de Dudley, M. et Mme Reina, Mme et M. Thompson.

Mme Cléry de Collet a repris ses leçons pour l'amélioration de la voix, en son nouvel appartement, 237, faubourg Saint-Honoré.

MARIAGES

Le baron Amédée Reille, ancien enseigne de vaisseau (marine), qu'il a été le mariage de Mlle Suzanne de Condé, fille du chef d'escadron du Rallye-Picardie, avec M. le vicomte de Chastenet de Puyguyon.

Le mariage sera célébré à Paris dans la plus stricte intimité.

M. Jehan de Lamoignon-Dreux, lieutenant au 17^e chasseurs, est fiancé à Mlle Charlotte de la Ferrière, fille de l'ancien conseiller à la Cour d'Angers.

C'est en l'église du château d'Avesnes, par Avesnes (Somme), qu'a été célébré le mariage de Mlle Suzanne de Condé, fille du chef d'escadron du Rallye-Picardie, avec M. le vicomte de Chastenet de Puyguyon.

La jeune mariée, conduite à l'autel par son père, portait une très élégante toilette. Le tablier, bouillonné, était traversé d'écharpes de vieux point, arrêtées par des touffes d'oranger.

Tous les amis de M. de Condé, qui est un peintre de sport de grand talent, assistaient à cette belle cérémonie :

Comte Noël et Hélène de Puyguyon, comtesse de Semallé, prince et princesse Vologodsky, comtesse de Gissac, baron et baronne de Vaux, vicomte et vicomtesse de Gissac, baron et baronne Chay-d'Est-Ange, M. de Lattre, vicomte Guy du Sault, M. de Sault, marquis et marquise A. de Corn, comte et comtesse E. de Malessy, comte et comtesse d'Hautecourt, Gaston Menier, comte de Rodière, M. et Mme Max de Condé, M. et Mme Bardin de Franqueville, M. et Mme Robert Lane, M. Léon et Pierre de Condé, Robert Gignoux, Henri Marchand, Walter Lange, etc.

Le soir, il y a eu dîner et bal au château. Pendant le repas les trompes de l'équipage se sont fait entendre et ont salué de leurs plus belles fanfares les invités de M. et Mme de Condé.

On vient de célébrer, à Brest, le mariage de M. Alphonse Oberlé, lieutenant de vaisseau, fils de M. Oberlé, professeur à l'Institut technique de Florence, avec Mlle Jeanne Broussail.

CHARITÉ

— La vente de l'œuvre des campagnes, qui devait avoir lieu sous la présidence de S. A. R. Mlle la duchesse de Vendôme, à l'Elysée-Palace, 105, avenue des Champs-Élysées, les 25 et 26 avril, est remise aux 8 et 9 mai, dans le même local.

— Grand concert de charité après-dîner, à huit heures du soir, dans la salle de la Société de géographie, au profit du Cercle catholique ouvrier de Saint-Pierre du Gros-Cailhou.

DEUIL

— Nous apprenons la mort : — De M. Louis Munster, ancien agent de change, ancien maire de Saint-Remy-lès-Chevreuse, conseiller général de Seine-et-Oise, président du Conseil d'administration de Contrexéville, administrateur de la maison Pleyel et Cie, décédé à l'âge de 90 ans. — De M. Antoine d'Agout, fils du comte d'Agout, député, et de la comtesse née d'Estampes, décédé à l'âge de 4 ans. — De Mme veuve Detourbet, décédée à l'âge de 70 ans. La défunte était la mère de M. Edmond Detourbet, ancien avocat général, et la belle-mère de M. Bérenger, sénateur.

— De M. Maurice, maître de Guise. — Du général russe baron de Zedeler, membre du Conseil de guerre, décédé à Saint-Petersbourg, à l'âge de 68 ans. — De M. Martial-Paul Feer, interprète du gouvernement, qui s'est noyé le 14 de ce mois dans le fleuve Rouge, devant Taï-Kai, en remontant à Ho-Kéou, au delà de Lao-Kai, où il avait été nommé gérant du vice-consulat de France. Le défunt était âgé de 26 ans. — De M. Delcasse, conseiller général et maire de Russey (Doubs). — De M. Auguste Galle, chef d'escadron d'artillerie en retraite, décédé à Châlons-sur-Marne, à l'âge de 78 ans. — De Mme veuve Liass, mère de M. Liass, ancien député de la Manche, décédée à Cherbourg, à l'âge de 85 ans. — De sir John Mowbray, doyen de la Chambre des communes, décédé à Londres.

Ferrari.

Les obsèques d'Edouard Pailleron

Dès dix heures du matin, la famille d'Edouard Pailleron recevait les amis et les admirateurs du maître regretté, et c'était le caractère frappant de cette cérémonie que l'universelle sympathie qu'avait su s'acquiescer cet aimable et gaillard homme. Tous ceux qui étaient là regrettaient l'ami sûr et dévoué, l'homme exquis qu'ils avaient connu et qu'ils avaient salué une dernière fois. De la maison mortuaire à l'église et de l'église au cimetière, ce fut une unanimité de regrets et de larmes.

Il est impossible de citer toutes les personnalités présentes à ces touchantes obsèques. Citons seulement les délégations des corps constitués et des Associations dont Edouard Pailleron faisait partie. L'Académie française était venue presque tout entière. On remarquait, entre autres, la présence de M. Emile Olivier, revenu exprès de Saint-Raphaël. En outre :

MM. Sorel, Sully Prudhomme, François Coppée, Albert Vandal, Hanotiau, Houssaye, de Heredia, Gérard, Jules Lemaitre, Thureau-Dangin, le duc de Broglie, le docteur Léon Labbé, le vicomte G. d'Avenel, MM. H. de Bransse, René Buge, A. Cabot, Roujon, directeur des beaux-arts; Gustave Toudouze, directeur de Saint-Anand, Adolphe Chénave, Bérardi, Pol Neveux, Lionel Laroze, général Thomassin, M. Pinto de Araújo, sir Campbell, Emile Deschanel, baron Alphonse de Rothschild, Pierre Decourcelle, Gaston Menier, Froment-Meurice, Paul Deschanel, etc.

Les cordons du poêle étaient tenus comme nous l'avons dit hier, et le deuil était conduit par le fils du défunt, M. Pailleron; son gendre, M. Jacques Bourget, et son cousin, M. Emile Buloz.

Pendant la cérémonie religieuse ont été exécutés le *Kyrie* de Niedermeyer, le *Pes Pieu* de Stradella, l'*Agnus Dei* et le *Liber* de Théodore Dubois, chantés par MM. Warmbrodt et Bernart.

Au cimetière du Père-Lachaise, plusieurs discours ont été prononcés. Dans un langage très ému, M. Roujon a rap-

pelé la belle carrière de l'auteur de l'*Étincelle*.

Je dépense seulement sur cette tombe, a-t-il dit, l'hommage d'un spectateur charmé. Ah ! messieurs, quelle foule encombrerait ce lieu de repos si tous ceux que Pailleron sut mener ou attirer avaient pu s'y donner rendez-vous ! Le grand public lui était toujours demeuré fidèle. Il possédait le secret de lui plaire, il connaissait l'art subtil de corriger la pauvre humanité d'une main légère, l'agréant quelquefois, la blessant jamais.

Applaudi de la foule, aimé de ses amis, Edouard Pailleron semble avoir obtenu une grande part des joies de ce monde. Ce fut un heureux, a-t-on dit de lui. Quelquefois, cependant, au fond de son âme, on ne sait quel secret mélancolie. Etait-ce le regret d'un idéal plus haut que celui qu'il avait atteint ? Les vrais écrivains ont de ces peines cachées. L'artiste digne de ce nom jouit moins de ce qu'il a réalisé qu'il ne souffre de demeurer au-dessous de ses ambitions et de son rêve.

Puis M. Brunetière a pris la parole au nom de l'Académie française.

En quelques phrases très précises, il a remarquablement analysé le talent d'Edouard Pailleron :

Ce théâtre, si français, n'a d'ailleurs rien d'aristocratique, à moins que ce ne soit, de loin en loin, quelques touches de préciosité; mais il est bien bourgeois, et ce n'est pas ce qui en fait la moindre originalité. Car il est facile, messieurs, de faire la critique de l'esprit bourgeois, mais il n'est pas moins d'en faire l'éloge et de le rendre point à point comparable à l'esprit d'aujourd'hui, mais Eugène Scribe, mais Regnard, mais Boileau, mais Molière n'étaient en somme que des bourgeois. L'esprit bourgeois, c'est l'esprit d'ordre et de mesure, c'est un esprit ennemi des excès et du paradoxe. Il manque un peu d'enthousiasme, d'élévation, de poésie, mais il ne manque pas de franchise. L'esprit bourgeois est de force, et même en littérature, ce sont là des qualités. Elles n'excluent pas l'esprit, la finesse, le sentiment, l'émotion. Je l'observais bien encore, en parcourant l'œuvre d'Edouard Pailleron, et, à vrai dire, messieurs, je m'étonnais qu'il n'eût pas mieux su l'amière ce qu'il y a dans son théâtre de désordre et de trouble, et même, mais réelle sentimentale. Aussi a-t-il tracé quelques très délicates figures de jeunes femmes et de jeunes filles. C'est qu'il avait les sens très vifs de certaines convenances, d'une certaine délicatesse, d'un certain agrément, et cela encore est très bourgeois. Ce qui n'est pas moins est de croire que l'homme d'aujourd'hui ne laisse pas de développer en peu de temps. Nous ne vivons pas de « nouveautés » et on ne nous a pas attendus pour réfléchir sur la vie. Les opinions communes ne sont pas toujours si dépourvues de valeur, et peut-être même qu'elles seraient moins communes si elles étaient moins communes. Ainsi, messieurs, pense l'esprit bourgeois. Ainsi, pensait un peu notre confrère, et je ne suis pas éloigné de penser comme lui.

Puis, M. de Bornier a dit les regrets des auteurs dramatiques, et enfin M. Mounet-Sully a prononcé quelques phrases, d'une émotion très vive, au nom de la Comédie-Française où Pailleron ne comptait que des amis.

La foule, émue, s'est dispersée. Et, tandis que nous descendons dans Paris, un vieil ami d'Edouard Pailleron me raconte cette touchante anecdote qui en dit bien long sur ce charmant esprit.

Il y a dix-huit mois, visitant — déjà malade, tout attristé de quitter les quais où il avait vécu toute sa vie d'enfant de Paris — cet hôtel du parc Monceau, où il est mort, arrivé dans le vestibule somptueux, il s'arrêta, se tourna vers les siens et leur dit, avec un sourire mélancolique :

— Quelle belle chapelle ardente on ferait ici, pour un auteur dramatique !

André Maurel.

A l'Étranger

NOUVELLES

ALLEMAGNE

Berlin, 22 avril. — Les nouvelles sensationnelles qui viennent d'Amérique sont entièrement fausses. Le *Copon* n'a pas reçu l'ordre de partir pour Samoa, et l'arrestation du commandant du *Faika* est fantaisiste. Le baron von Stengel, délégué de l'Allemagne au congrès de La Haye, proclame à nouveau, dans un journal munichois, l'utilité de la guerre. Singulier délégué, qui qualifie d'« inopines » certaines parties du projet du Tsar soumis à la conférence. Pour donner du piquant à la chose, suivant le *Berliner Tageblatt*, le Sultan a donné l'ordre à son délégué de conformer strictement son attitude à celle de l'Allemagne, parce que le Coran proclame la sainteté de la guerre. — Ch. BONNEFON.

ITALIE

LE VOYAGE DES SOUVERAINS
Golfo d'Aranci, 22 avril. — L'amiral Rawson, avec les officiers supérieurs, a reçu les souverains à l'escalier du bord et il a offert son bras à la Reine. La musique du *Majestic* jouait des hymnes royaux et les équipages posaient des hourras au milieu des salves de l'artillerie.

Pendant le lunch, la Reine avait à sa droite le prince de Battenberg et à sa gauche l'amiral Rawson. Le Roi avait à sa droite sir Philip Currie et à sa gauche l'amiral Brakenbury. Une cinquantaine de personnes environ ont pris part au lunch, entre autres le général Pelloux, M. Lacava, l'amiral Palmbo.

Des fleurs à profusion ornaient la salle. Une grande cordialité n'a cessé de régner. Après le lunch, les souverains ont visité le *Majestic*; ils sont allés aussi à bord du *Niobe*.

Après leur retour, à 2 h. 30 de l'après-midi, ils ont été salués par des salves d'artillerie du bord du *Savioia*, où aura lieu ce soir un dîner auquel les souverains ont invité sir Philip Currie, l'amiral Rawson, le prince de Battenberg et les officiers de l'état-major de l'escadre anglaise.

INTERVIEW DU PRINCE DE BATTENBERG
Rome, 22 avril. — Le journal *la Stampa*, de Turin, publie une entrevue de son correspondant au golfe d'Aranci avec le prince de Battenberg. Le correspondant a demandé quelle signification la marine anglaise attribuait aux fêtes de Cagliari. Le prince de Battenberg a répondu que l'Angleterre n'est point jalouse des sympathies témoignées à la France; elle se félicite même que l'Italie étende ses amitiés en travaillant pratiquement pour la conférence de la paix. Le prince a expliqué comment l'escadre anglaise était venue, suivant une voie déjà fixée, sans aucune idée de contrebalancer les manifestations en faveur de la France.

Nous sommes ici, a-t-il ajouté, à une simple concorde, les souverains d'Italie allant à Maddalena, nous leur rendons nos respectueux hommages, sans y attribuer aucun sous-entendu ni signification politique. Le prince a conclu qu'il n'est besoin d'aucune nouvelle démarche pour cimenter l'amitié existante entre l'Italie et l'Angleterre.

ÉTATS-UNIS

L'AMIRAL ALLEMAND DIETRICH ET L'AMIRAL DEWEY
New-York, 22 avril. — Le capitaine Coghlen, arrivé des Philippines, a raconté dans

un banquet offert hier soir l'incident suivant survenu avant la prise de Manille :

« Un jour, dit le capitaine Coghlen, un officier de l'armée allemande, Dietrich, vint porter plainte à l'amiral Dewey. L'entendis celui-ci répondre à cet officier ce qui suit :

« Dites à votre amiral que les navires doivent s'arrêter quand je le demande. Je veux rendre le blocus des plus complets. — Mais, répliqua l'officier, nous arborons notre pavillon. Le moment est venu où tout doit cesser. Dites à votre amiral que la plus petite infraction à un règlement quelconque ne pourrait avoir d'autre signification que la guerre elle-même. Toute infraction sera considérée comme signifiant la guerre. Si votre pays est prêt pour la guerre avec les États-Unis, il peut l'avoir à tout moment. »

« Dites à votre amiral, continua l'amiral Dewey, que je fais le blocus de ces parages. Notez soigneusement mes paroles, et rappelez-les à votre amiral. J'ai rendu pour tout le monde le blocus aussi facile que je l'ai pu, mais je commence à être fatigué des entraves que je rencontre. Elles ont pas de telle nature, qu'un homme pourrait ne pas s'en formaliser, bien qu'elles pussent amener des enfants à mourir. Le moment est venu où tout doit cesser. Dites à votre amiral que la plus petite infraction à un règlement quelconque ne pourrait avoir d'autre signification que la guerre elle-même. Toute infraction sera considérée comme signifiant la guerre. Si votre pays est prêt pour la guerre avec les États-Unis, il peut l'avoir à tout moment. »

« Dites à votre amiral, continua l'amiral Dewey, que je fais le blocus de ces parages. Notez soigneusement mes paroles, et rappelez-les à votre amiral. J'ai rendu pour tout le monde le blocus aussi facile que je l'ai pu, mais je commence à être fatigué des entraves que je rencontre. Elles ont pas de telle nature, qu'un homme pourrait ne pas s'en formaliser, bien qu'elles pussent amener des enfants à mourir. Le moment est venu où tout doit cesser. Dites à votre amiral que la plus petite infraction à un règlement quelconque ne pourrait avoir d'autre signification que la guerre elle-même. Toute infraction sera considérée comme signifiant la guerre. Si votre pays est prêt pour la guerre avec les États-Unis, il peut l'avoir à tout moment. »

Demain

EN AMÉRIQUE

PAR

CARAN D'ACHE

DANS L'ARMÉE

Les batteries de canons à tir rapide ont fait hier leur première apparition dans une cérémonie militaire parisienne, à la revue passée sur le plateau de Satory par le général Zurlinden.

Afin d'éviter aux troupes des fatigues inutiles, le gouverneur avait, comme l'année dernière, ordonné deux revues des troupes du camp retranché. A la première, celle de samedi, ont pris part les régiments d'artillerie et du génie de Versailles, les régiments d'infanterie (124^e et 129^e) de Saint-Cloud et de Courbevoie et la 4^e division de cavalerie en entier, venue de Paris (cuiraissiers), de Vincennes et de Versailles (dragons), de Saint-Germain et de Rambouillet (chasseurs).

Le temps pluvieux, la veille, menaçant le matin encore, s'est rasséréné au moment même où le général Zurlinden paraissait sur l'immense terrain encadré par les troupes. Un brillant soleil, montant dans les flammes et des éclairs sur les armes, les casques et les cuirasses, a rendu superbe un défilé d'une correction parfaite. Sapeurs du génie et fantassins ont rivalisé dans la marche par bataillons en masse, les escadrons d'artillerie, dans leur défilé au trot, ont soulevé les bravos.

Le plus gros succès, de curiosité surtout — a été pour deux batteries dont les pièces, de forme étrange — étaient peintes en bleu clair, ainsi que les caissons, les roues et les affûts. Ce sont les canons à tir rapide, en service depuis l'an dernier et dont nous avons dit les terribles effets.

Une charge en bataille de la 1^{re} division de cavalerie, dirigée par le général de Kermartin, a eu lieu après le défilé. Elle fut splendide.

Ardouin-Dumazet.

LES ODEURS

Les Microbes et les « Brûleurs Guasco »

Pour dissiper instantanément les odeurs de tabac, cuisine et autres, pour assainir les chambres de malade, détruire les microbes des maladies infectieuses, grippe, scarlatine, tuberculose, coqueluche, pour empêcher la contagion, les médecins recommandent le « Brûleur Guasco ». Prix, franco : 8 francs. Liquide spécial, 2 fr. 75 le litre. 16, rue de la Sorbonne, Paris. Téléphone 807.30.

Nouvelles Diverses

AU PARQUET

M. le juge d'instruction de Valles confronta lundi, à la Morgue, Bornot, dit Fanfan, dit Maurice des Canettes, et son complice Houdret, avec le cadavre de Clémence Richard.

Les inculpés furent assistés de leurs avocats, M^{rs} Félix Décori et Léon.

M. Lemerier a interrogé hier Sauton, l'assassin de la jeune Louise Martin, dont les obsèques auront lieu aujourd'hui, à une heure de l'après-midi, à Choisy-le-Roi, comme nous l'avons annoncé.

Après son interrogatoire, Sauton a été conduit au service anthropométrique, où on l'a mesuré et photographié de nouveau. Sauton, arrêté en janvier dernier, par vagabondage, portait toute la barbe. Lorsqu'il se rendit coupable du crime qui lui est actuellement reproché, il ne portait plus que la moustache.

M. Flory, juge d'instruction, a terminé hier les interrogatoires de l'affaire d'espionnage dont Decien est le principal prévenu.

Decien, dont le crime en trois actes est établi indiscutablement, sera jugé à huis clos.

LE SUICIDE D'ASNIÈRES

Voici des détails complémentaires sur le double suicide d'Asnières que nous avons raconté hier.

Les deux désespérés étaient, comme nous l'avons dit, l'oncle et la nièce. L'oncle se nommait Georges Duhaupas, était architecte avenue d'Italie. Il s'était âgé que de trente ans, bien qu'il parût en avoir davantage. Il était resté veuf avec trois enfants de deux, quatre et huit ans et s'était remarié avec une cousine de sa femme, Mlle Lusot.

Cette cousine avait un frère, demeurant impasse de l'Orillon. C'est la fille de ce frère, Jeanne Lusot, qui s'est asphyxiée avec son oncle par alliance.

Pendant une maladie de M. Lusot, Jeanne était venue demeurer quelque temps chez M. Duhaupas, et pendant ce séjour, des voisins prétendaient qu'une liaison s'était établie entre l'oncle et la nièce.

C'est à la suite de ces bruits, ainsi qu'ils le racontent dans le « journal », écrit par eux et dont nous avons parlé hier, qu'ils ont, d'un commun accord, décidé de mourir ensemble.

ON SAIT RECORD

Dans le même « journal », qui s'arrête à minuit moins dix — moment où il ne leur a plus été possible d'écrire, l'asphyxie se pro-

nonçant — ils demandent à être enterrés civilement.

Le père de la jeune fille a refusé de s'occuper d'aucun façon des obsèques. Mme Duhaupas, seule, est venue hier assister à la mise en bière. Elle a emporté les bijoux de son mari, en disant que c'était le seul héritage qu'il lui laissait.

Les obsèques ont lieu aujourd'hui dimanche.

Un employé de l'Administration de l'Hôtel central des postes de la rue du Louvre vient d'être suspendu de ses fonctions par le sous-secrétaire d'Etat aux postes et télégraphes.

D'après l'enquête ouverte sur les asselements de cet employé, il aurait été établi que depuis plusieurs années il détournait une partie des fonds mis à sa disposition pour l'affranchissement des imprimés et des prospectus que lui remettaient les maisons de commerce pour les expédier.

A tous les amis, convalscent de l'infirmité, on recommande le vin tonique Noyer, à base de glycérophosphates, cacao, kola, quinquina et vitamines d'Espagne. On le trouve à la Grande Pharmacie-Droguerie, 123, rue Montmartre, coin Réaumur. C'est un tonique souverain dans les affections de débilité qui frappent l'homme, enfant ou vieillard. Il est enfin recommandé par la grosse et l'allaitement. Prix : 3 francs la bouteille. — Téléphone 213.33.

Un grand nombre de curieux ont assisté, hier matin, du pont de la Concorde et des quais avoisinants, à un émouvant sauvetage. Un pilote, Louis Guillard, demeurant à Saint-Denis, amenait vers la berge une embarcation partie à la dérive. Soudain, il perdit l'équilibre et tomba à l'eau.

Embarassé par ses vêtements, Guillard ne put se maintenir que peu d'instant sur la surface, et il venait de disparaître au moment où un marinier arrivait à son secours. Sans hésiter, le courageux sauveteur se jeta à la nage et fut assez heureux, après avoir plongé, pour ramener sur la rive celui qu'il venait d'échouer à la mort.

Les soins énergiques qui ont été donnés au pilote l'ont promptement ramené.

Une ovation a été faite par la foule au dévoué marinier.

CONTREBANDE

Deux cuisiniers, Maurice Lamarche et Gustave Schollaert, employés dans les wagons-restaurants faisant le service des trains rapides entre Bruxelles et Paris, ont été arrêtés hier, à la gare du Nord, par M. Guérou, commissaire de police, sur la réquisition du directeur des contributions indirectes.

Ces deux individus se livraient, depuis longtemps déjà, à la contrebande du tabac, des allumettes et des dentelles. Ils cachaient leurs marchandises dans l'espace laissé vide sous les fourneaux installés dans les cuisines.

La perquisition faite à leurs domiciles respectifs a eu pour résultat la saisie de plusieurs ballots de sucre cassé, de tabac et de boîtes de cigares importés frauduleusement de Belgique en France.

Lamarche et Schollaert ont été envoyés au Dépôt.

COMBIEN SONT-ILS ?

On ne saurait les compter, les vins toniques et apéritifs à base de quinquina; d'aucuns sont détestables à tous les points de vue; il en est d'autres dont le goût est assez agréable, mais c'est tout. Un seul, le Byrrh, donne satisfaction et santé : le Byrrh, en effet, est un vin tonique qui possède le goût exquis et les propriétés reconfortantes des meilleurs crus d'Espagne; c'est un vinique merveilleux en même temps qu'une friandise.

LE DRAME DE LA RUE ÉMÉRAN

Un restaurant du quinzième arrondissement tenu au numéro 45 de la rue Émérân, par les époux Gauthier, a été, hier, le théâtre d'un drame sanglant dont voici les détails :

Les propriétaires de l'établissement prenaient, il y a deux mois, comme cuisinière, leur service, une jeune fille de dix-neuf ans, Anne Tasseau, qui, antérieurement, avait entretenu des relations très suivies avec un sieur Adolphe Robin, âgé de vingt-sept ans et demeurant, 103, rue du Théâtre, à Grenelle.

Robin, retrouvant avant-hier son ancienne maîtresse, la supplia de reprendre la vie commune, ce à quoi il lui fut répondu par une fin de non-recevoir formelle. Il jura de se venger et, apercevant, hier, Anne Tasseau qui fermait les volets de l'établissement, il s'approcha d'elle et la frappa de deux coups de couteau à la tête et à la poitrine.

La victime, dont l'état est très grave, est soignée à l'hôpital Beauclerc.

Son meurtrier a été écroué au Dépôt.

Par les temps incertains on est toujours exposé à voir gâter sa toilette par une ondée malencontreuse, et il n'est, pour s'en garantir, qu'un vêtement véritablement pratique : c'est le pardessus pour hommes et le manteau pour dames, établis avec le tissu imperméable de la maison Nicoll, 29, rue Tronchet. De coupe élégante et moderne, réunissant toutes les conditions de confort désirables, ce vêtement idéal est une véritable trouvaille pour ceux qui recherchent à la fois l'élégance et l'économie. A côté de cette excellente innovation de la maison Nicoll, il faut signaler ses nouveaux modèles de vêtements pour première communion, créations parfaites, d'un bon goût et d'un cachet indiscutables, malgré l'extrême modération de leur prix.

PARIS LA NUIT

Un camelot, Albert Lacoste, âgé de quarante ans, demeurant rue Thiers, rentrait chez lui, hier matin, vers cinq heures, lorsque, à quelques pas de son domicile, il fut assailli par trois rôdeurs. Il essaya de tenir tête à ses agresseurs, tout en appelant au secours; mais ceux-ci le frappèrent de plusieurs coups de couteau et prirent aussitôt la fuite. Quand les agents arrivèrent, ils trouvèrent le pauvre homme étendu, sanglant et évanoui, sur le pavé. Ils l'ont immédiatement transporté à l'hôpital Cochin où son état a été considéré comme très grave.

Conseil pratique

Nous voici en pleine floraison de cérémonies nuptiales. Toute l'aristocratie continue à visiter la splendide exposition de corbeilles de Mme Martin pour choisir les bagues de fiançailles, les diamants et les perles, les paires, les bijoux, l'argenterie qui constituent les cadeaux de circonstance. Les millionnaires apprécient le beau, mais ils ne gaspillent pas l'argent, et, s'ils s'adressent, 8, rue Halévy, c'est qu'après contrôle et comparaison, ils acquiescent la certitude d'y trouver amplement leur avantage. Pas d'erreur possible.

Jean de Paris.

Mémoire. — Des marins ont repêché, hier après-midi, dans le canal Saint-Martin, le cadavre d'un enfant paraissant avoir vécu quelques jours. Le pauvre petit aurait été étranglé avant d'être jeté à l'eau. Le cadavre a été envoyé à la Morgue.

J. de P.

LES BAINS VITALISÉS DE LUMIÈRE

Il n'existe pas actuellement de traitement plus doux, plus agréable et plus énergique pour les déprimés, les affaiblis, les surmenés, les neurasthéniques qui ont besoin de rétablir l'équilibre vital et de recouvrer leurs forces. Consultations gratuites, Hôtel de la Médecine Nouvelle, 19, rue de Lisbonne.

Gazette des Tribunaux

COUR DE CASSATION : Le pourvoi de Mme Bianchini. — NOUVELLES JUDICIAIRES.

Epilogue d'une affaire parisienne :

La Chambre criminelle de la Cour de cassation vient de rejeter le pourvoi formé par Mme Bianchini contre l'arrêt de la Cour d'assises de la Seine qui l'a condamnée, en s'en souvenant, à cinq ans de travaux forcés pour tentative d'empoisonnement sur son mari.

Quatre poursuites en diffamation intentées par des négociants israélites pour articles parus dans l'*Antijuif* amenaient, avant-hier, M. Max Régis devant le Tribunal correctionnel d'Alger.

pouvait être consentie qu'à la condition de réduire le chiffre des provisions pour l'amortissement des emprunts, et que M. Labeyrie a insisté avec beaucoup de force sur la nécessité de doter ces provisions de la manière la plus opportune, en tenant compte de la situation financière de la Compagnie.

La *Rente foncière* remonte à 400. Ses bénéfices suivent une progression régulière; en outre, les emprunts hypothécaires grevant le domaine s'amortissent par ce simple jeu des annuités, en sorte que la garantie du capital s'améliore d'année en année.

Toujours peu ou pas d'affaires sur les chemins de fer. Hausse de 10 à 12 fr. sur le *Suez* à 37 3/8, l'*Orléans* à 632, le *Gar* à 4 3/8, le *Rio* à 1 4/16, l'*Omaha* à 1 7/16. La *De Beers* gagne 5 fr. à 745. Les *Tramways de Tours* montent à 122; on a inauguré aujourd'hui, avec beaucoup de succès, la ligne de Saint-Avertin, qui, depuis sa mise en exploitation, donne des recettes quotidiennes de 250 fr. en semaine et de 1 300 à 1 400 fr. le dimanche. La moyenne était d'environ 50 francs pour les anciens omnibus à traction animale.

Le Boursier.

MINES D'OR

On sait que le samedi est un jour très écourté pour les affaires, à Londres. Tandis que les transactions se prolongent souvent jusqu'à six heures du soir pendant la semaine, elles cessent généralement, en ce jour, vers deux heures. Cette séance de peu de durée a été caractérisée par un grand calme, et c'est à peine si on relève quelques variations insignifiantes sur un petit nombre de valeurs. Étant donné que nous sommes à la veille de la liquidation, qui commence lundi, le fait que les réalisations n'ont pas continué hier paraît pouvoir être interprété comme un indice favorable pour la semaine prochaine.

La *Rose Deep* revient à 10 liv. st. 7/8 (274 fr. 15), comme précédemment, après avoir touché 11 liv. st. (277 fr. 31). Sur la *Crown Reef*, un léger recul se produit à 18 liv. st. 5/8 (409 fr. 53), et il peut être mis à profit pour entrer dans la valeur.

À Paris, la tenue du marché a été, en général, plus satisfaisante qu'à Londres, parce que nous n'avons pas encore à compter avec l'échéance d'avril, et des demandes suivies se sont produites sur plusieurs valeurs, comme la *May Consolidated*, qui remonte de 1 fr. 50 à 144 fr. 50, et la *Goldenfield*, qui passe à 218. La *Lancaster* est aussi très ferme; les acheteurs en liquidation fin avril qui lèveront leurs titres pourront exercer leur droit de souscription aux 30 000 actions nouvelles dont nous parlions hier, puisque le dernier délai pour souscrire est fixé au 8 mai prochain. *Robinson, Wenner, Village*, fermes sans changement.

L'action *A. Goetz et Co* reste demandée à 75 fr. 50 en forme, en petite avance. Au comptant, elle est recherchée à 76 fr. Quant aux valeurs de spéculation, elles sont diversement traitées. La *Goldfields* et la *Chartered* se maintiennent bien, tandis que la *Rand Mines* et l'*East Rand* fléchissent, la première de 5 francs à 1 050, et la seconde de 3 fr. 50 à 195 50.

Henry Dupont.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Wagons-Lits. — Les encaissements de la première décade d'avril ont été, conformément aux dispositions des articles 32 et 33 des statuts, pour le lundi 15 mai prochain, à trois heures et demie de relevée, au siège social, 3 et 5, rue Saint-Georges.

Pour faire partie de cette assemblée, les actionnaires doivent être propriétaires d'au moins vingt actions et déposer leurs titres dix jours au moins avant l'assemblée, c'est-à-dire le 5 mai au plus tard.

À Paris, dans les caisses de la Société; à Londres, à The London Joint Stock Bank Limited, 6, Lombury.

À Bruxelles, à la succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas; Et à la Caisse Générale de Reports et de Dépôts.

À Genève, à la succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale la répartition, pour l'exercice 1898, d'un dividende de 30 francs par action, sur lequel un acompte de 12 fr. 50 a été payé le 2 janvier dernier.

L'Equitable des Etats-Unis

L'ASSURANCE A PRIMES TEMPORAIRES
A L'EQUITABLE ET AUX COMPAGNIES PAR ACTIONS

Parmi les nombreuses combinaisons d'assurances pratiquées par l'*Equitable*, l'une des plus intéressantes est, sans contredit, celle dite « à primes temporaires », qui est une forme combinée de l'assurance Vie-Entière et de l'assurance Mixte.

La première n'offre pas grand intérêt pour un homme jeune et bien portant, dont les chances de vie sont plus sérieuses que celles de décès et qui, tout naturellement, préférera limiter à un nombre déterminé les primes à payer. La seconde, bien que fort avantageuse au point de vue des résultats à obtenir en cas de survie au terme du contrat, peut sembler d'un prix élevé à quelques-uns; c'est pourquoi l'assurance à primes temporaires dite « Assurance-Vie 15 ou 20 primes » a toujours été en faveur marquée auprès du public as-

surable. — Ce succès très affirmé s'explique facilement par l'organisation même de l'*Equitable* et par l'application ingénieuse qu'elle fait depuis trente et un ans, du système de l'accumulation des bénéfices, système dont elle a fait la crèche. C'est en effet, grâce aux principes de la mutualité et de l'accumulation qu'elle peut payer des bénéfices considérables, accorder à ses assurés certains privilèges spéciaux et maintenir ses primes à des taux qui défient toute concurrence.

L'assurance à primes temporaires est pratiquée également par les Compagnies par actions, mais dans des conditions différentes de celles de l'*Equitable*. Nous allons examiner quels seront les avantages et les résultats d'une assurance à primes temporaires, capital 100 000 francs, souscrite au terme de 20 ans, par un homme de 25 ans, et nous établirons ensuite la comparaison de la même assurance, même âge, même capital, souscrite aux Compagnies par actions.

A L'Equitable :

Age, 25 ans; capital garanti en cas de décès, 100 000 francs; prime annuelle, 2 739 francs; montant des primes payées en 20 ans, 54 780 francs.

Après vingt ans, les primes cesseront d'être dues et l'*Equitable* donnera à l'assuré le choix entre les trois options suivantes :

1° Ou bien toucher en espèces la réserve garantie, 41 355 francs, et les bénéfices accumulés, basés sur les résultats de 1898 : 26 745 francs, soit : 68 100 francs.

2° Ou bien recevoir une police libérée équivalente à la réserve garantie et aux bénéfices accumulés suivant les résultats de 1898 : 46 500 francs.

3° Ou bien toucher en espèces les bénéfices accumulés basés sur les résultats de 1898 : 26 745 francs, et recevoir une police libérée payable au décès, de 100 000 francs.

Aux Compagnies par actions :
Age, 25 ans; capital garanti au décès, 100 000 francs; prime annuelle, 3 470 francs; montant des primes payées pendant 20 ans, 69 400 francs.

Après 20 ans les primes cesseront d'être dues, mais le capital de 100 000 francs ne sera payé qu'au décès. Les Compagnies par actions ne pratiquent pas le système de l'accumulation; distribuent chaque année des bénéfices dont la somme totale en 20 ans atteint environ 40 0/0 du montant des primes versées, soit dans le cas présent : 6 940 francs.

Résumé en faveur de l'*Equitable* :

Economie annuelle sur la prime : 731 fr. (2 739 francs au lieu de 3 470), soit en 20 ans, 14 620 francs.

En tenant compte des intérêts composés à 4 0/0 pendant 20 ans, sur les 731 francs d'écart, nous obtenons une différence totale de 22 638 fr., représentant une économie de plus de huit primes se répartissant sur les 20 versements.

Si, de plus, nous rappelons qu'à l'*Equitable* les bénéfices à toucher après vingt ans sont d'après les résultats acquis en 1898) de 26 745 fr. au lieu de 6 940 fr. aux Compagnies par actions, soit une plus-value de 19 805 francs, nous aurons aisément démontré quels incontestables avantages offrent à tous les points de vue les contrats souscrits à la Compagnie mutuelle l'*Equitable des Etats-Unis*.

Pour compléter cette étude, nous avons un peu succinctement, l'*Equitable* tient à la disposition du public, dans ses immenses, 36 et 38 bis, avenue de l'Opéra, tous les documents et preuves authentiques.

TÉLÉGRAMMES ET CORRESPONDANCES

Du 22 Avril

Les adieux du général de Brie

AMIENS. — Le général de Brie a passé sa revue de départ, hier à une heure, entre Dury et Hébecourt.

Le soir, les généraux, colonels et lieutenants-colonels ont eu un dîner d'adieu au commandant, qui ont offert un dîner d'adieu. Le commandant en chef Garnier des Garetts est venu à la fin de la soirée prendre part à la réunion.

Le général de Brie quittera Amiens aujourd'hui pour aller prendre le commandement du 12^e corps à Limoges.

Inauguration des tramways de Tours

TOURS. — Aujourd'hui, à un lieu l'inauguration officielle de la ligne des tramways électriques de Tours.

A une heure, un banquet de 400 couverts réunissait les invités. Ce banquet était présidé par M. Ellisson, ingénieur, président de la Compagnie industrielle de traction. Dans l'assistance, remarqué :

Le préfet d'Indre-et-Loire, MM. Bassinet, sénateur; Koziorwicz, ingénieur général des ponts et chaussées; Orsel, inspecteur général des mines; Drake, député d'Indre-et-Loire; Fleury-Lafayette, député du Rhône; Ch. Bos et Cottant, députés de la Seine; Girard, chef de cabinet du ministre des chemins de fer de Belgique; Duc, adjoint au maire de Bordeaux; Duval, président de la Société des ingénieurs de la Seine; et quantité d'ingénieurs, des conseillers généraux et municipaux de la Seine, et de nombreuses autorités locales.

Au dessert, des toasts ont été portés par le préfet d'Indre-et-Loire et M. Gorce, adjoint de la municipalité tourangelaise. M. Ellisson et M. Caron, conseiller municipal de Paris, ont prononcé des discours.

Après trois heures, les invités montaient en voiture, à destination de Saint-Avertin.

M. Luzzati à Lyon

LYON. — M. Luzzati, ancien ministre d'Italie, qui est depuis trois jours à Lyon, a consacré la plus grande partie de ce temps à étudier le fonctionnement de nos institutions de prévoyance et de mutualité, caisses d'épargne, hospices, etc. Il s'est également occupé, et l'on dit dans certains milieux que c'était là le but principal de son voyage, des conditions dans lesquelles se trouve notre industrie de la soie qui, on le sait, des relations d'une importance capitale avec l'Italie.

Ce soir, à 7 heures, M. Luzzati assistait au banquet annuel de la Société d'économie politique dans les salons Maderin. A ce banquet assistaient MM. Chicco, consul d'Italie à Lyon; Aynard, député; Fleury, secrétaire général de la Société d'économie politique de Paris; les membres de la Chambre de commerce de Lyon et de nombreuses notabilités industrielles.

Après le discours de M. le président Camberfort, M. Luzzati a pris la parole. En termes charmants, il a prononcé un discours plein de verve et d'entrain et des plus flatteurs pour la France. Il a parlé de la communauté d'intérêts qui unit les deux pays, ajoutant que les liens de la nature et la similitude des sentiments artistiques sont plus puissants que les douanes.

Il a conclu en disant : « Notre supériorité tient à ce que nous sommes libres, tandis que vous êtes enchaînés, car l'épargne et la prévoyance sont choses difficiles à engager par des lois : il leur faut une complète liberté. »

Ce discours a été couvert d'applaudissements.

Les fêtes de Tunisie

BIJERTE. — Le train spécial amenant M. Millet, résident général, et M. Revil, est arrivé à Bizerte à quatre heures et demie, au moment où le *Cassard*, venant de Toulon, avec M. Krantz et sa suite, allait mouiller dans la baie de Sebra.

M. Merleaux-Pont, commandant de la marine à Bizerte, a conduit immédiatement MM. Millet et Revil au bord du *Cassard*, d'où ils sont revenus à cinq heures avec M. Krantz.

Le bateau *Medjerda*, amenant MM. Mougnot, Legrand et 60 invités, a accosté le quai du canal à cinq heures.

Le transatlantique *Moïse*, courrier ordinaire, est arrivé une heure plus tard avec 30 invités.

Aucune réception officielle n'a eu lieu aujourd'hui.

Nouvelles de Madagascar

TANANARIVE. — Le général Galliéni a présidé à l'ouverture de l'exposition préparatoire des objets destinés à l'Exposition de 1900.

Cette exposition, organisée par le lieutenant Marcis, a montré le haut intérêt que promet en 1900 l'exposition de Madagascar. Un succès considérable lui est assuré pour l'originalité, la variété, la richesse des produits industriels, agricoles et miniers.

Le général Pennequin est arrivé à Tananarive, hier, en voiture. La population lui a fait un accueil très sympathique.

En présence du général Pennequin et d'un brillant état-major du commandant en chef Lèpreux et de nombreuses notabilités européennes, françaises et indigènes, le général Galliéni a procédé à l'installation solennelle du nouveau procureur général, M. Duchesne.

Argus.

LES THÉÂTRES

Nouveau-Théâtre : La Dernière Soirée de Brummel, comédie tragique, en un acte, de M. Georges Maurevert. — *Les Deux Dentistes*, vaudeville en trois actes, de M. Maurice Devilliers.

On peut blâmer le choix que le Nouveau-Théâtre a fait de certaines pièces. On ne peut nier son activité louable. Il nous a donné, en effet, pour M. Séverin-Mars, artiste éminent mais non sans action sur le public, un véritable drame, inspiré de Barbey d'Aurevilly. Le dandy Brummel, ruiné, devenant fou, veut se donner l'illusion d'un dernier jour de sa royauté de l'élégance. Il s'offre une fête chez lui et, son domestique se prêtant à son hallucination, il s'imaginer y recevoir tous les amis aristocratiques de ses beaux temps. Le valet annonce des princes, des comtes et des duchesses à qui le pauvre dément offre ses compliments les mieux tournés et aiguisés d'une pointe d'impertinence. Un personnage pourtant n'est point un personnage de rêve : c'est lady Jersey, sa dernière maîtresse, qui essaye en vain de le rappeler à la raison et l'emmène dans la retraite où il mourut si tristement. Ceci ne manque pas d'être poignant, mais serait resté assez obscur sans la conférence, inspirée de Barbey d'Aurevilly, dont M. Jean de Mitty fait précéder l'œuvre.

Quant aux *Deux Dentistes*, c'est une farce outrancière où se retrouve la main habile de l'homme de théâtre qui, dit-on, l'a écrite et non signée. Gaston Lambert, peintre animalier, a loué son cabinet à

Aristide Bérard, dentiste sans clients et de haute fantaisie. Pourquoi cette étrange idée d'un peintre de louer et d'occuper un cabinet de dentiste? C'est que Gaston est amoureux et aimé d'Elise, et que les parents de celle-ci ne veulent la donner qu'à un dentiste. Malheureusement, Aristide est mêlé à un tas d'intrigues amoureuses et couvert de dettes, si bien que femmes jalouses, maris trompés, huissiers ardents à la saisie font le siège du cabinet qu'occupe Gaston, avec sa future belle-mère. C'est une affaire de congédié ces gènes. Pour comble de malchance, deux clients — chose invraisemblable — se présentent. Gaston n'hésite pas. Il arrache une dent à l'un, vaillamment. Mais le second est un paysan qui le connaît. Ce paysan, ayant eu un veau primé, est entré en pourparlers avec le peintre pour avoir le portrait du lauréat et, pris d'un rage de dents, il est monté chez le dentiste, sans se séparer de son veau, qu'il a mis dans l'ascenseur... Et, tandis qu'on essaye de s'expliquer, voici une maîtresse d'Aristide qui arrive. Pour la cacher, Gaston la fourre dans une armoire — c'est classique — et l'huissier, survenant, ferme l'armoire et y met les scellés. Eh bien! ça s'arrange tout de même et, du consentement de sa famille, Elise épouse le peintre. Ceci est parfaitement fou, mais pas ennuyeux, en dehors même de l'invention bizarre du veau tourné en caniche fidèle. Seulement, il eût fallu faire jouer ceci dans quelque théâtre où la farce est en honneur, à Cluny par exemple, par une troupe de brûleurs et de brûleuses, qui n'est point encore faite ici. Je ne vois à citer que M. Angély, Franck, Germain et une artiste charmante, Mlle Brocat.

Théâtre-Antoine : La Parisienne

La Parisienne est devenue une pièce classique, qu'on reprend de temps en temps, ici ou là. Il est entendu que c'est un chef-d'œuvre ou, tout au moins, le chef-d'œuvre du répertoire de M. Becque, répertoire d'ailleurs limité à trois ou quatre pièces. Quelque réserve qu'on puisse faire sur *La Parisienne*, il est certain que cette comédie a ceci de commun avec les œuvres classiques, qu'on l'entend avec plaisir, même en la connaissant ligne par ligne. J'ai donc seulement à dire un mot de l'interprétation au théâtre Antoine. C'est M. Antoine qui joue le personnage si bien dessiné de l'amant qui se rend plus insupportable que le mari, à force de lui ressembler. Il l'a composé avec beaucoup de soin et lui donne le relief voulu. La *Parisienne* est représentée par Mlle Antoinette Legat. On a vu avec plaisir cette comédienne excellente, dont le jeu est surtout remarquable par l'intelligence qu'elle montre du personnage interprété. C'est de l'art très conscient, par conséquent d'un effet toujours sûr. Elle a très bien réussi, et la comédie de M. Becque a produit, une fois de plus, son effet coutumier. Le spectacle nouveau du théâtre Antoine se complète de *Sœur Philomène*, qui est une étude très bien faite et très émouvante, et de cette joyeuse farce de M. Veber : *Julien n'est pas un ingrat*, dont la fantaisie tempère ce que les deux autres pièces de la soirée ont d'un peu poignant ou amer.

Théâtre de la République : Le Petit Jacques

Ce drame a été tiré d'un roman de M. J. Claretie par M. Busnach. L'arrangement en est très habile et la donnée est saisissante. Il s'agit, en effet, d'une erreur judiciaire, et nul sujet n'est plus à l'ordre du jour. C'est d'ailleurs une observation à l'honneur de l'âme populaire, qu'elle est particulièrement sensible à la souffrance d'un innocent injustement condamné. Les drames qui ont pour thème une erreur de la justice ont le privilège de passionner la foule et réussissent toujours. *Le Petit Jacques* n'a pas fait exception à cette règle, et d'autant mieux que la victime est un brave ouvrier et le coupable un méchant bourgeois. Le malheur, c'est que ce drame n'est pas très bien joué, au moins par quelques-uns des acteurs. C'est un peu « troupe d'été » et nous ne sommes pas à l'été encore, à en juger par le nombre de spectateurs qui, moitié par suite de l'émotion, moitié par suite du rhume, toussaient et se mouchaient abondamment aux endroits les plus dramatiques!

Henry Fouquier.

P.-S. — La remise de la « première » de la Gaité m'a empêché de voir, aux

Folies-Dramatiques, la reprise des *Demoiselles du téléphone*. Après un essai de théâtre lyrique, qui a duré moins de huit jours, ce théâtre revient au choix de ville. Je crois qu'il a raison et le choix des *Demoiselles* est excellent. La pièce de MM. Antony Mars et Maurice Desvalières, que j'aurais revue avec plaisir, est très amusante : cent cinquante représentations d'affilée aux Nouveautés, il y a sept ou huit ans, en ont consacré le succès. Cette comédie gaie est jouée aujourd'hui par M. Dieudonné, Mlle Jane Pierry et Mme Mary Théry, qu'on regretterait absente. Il me paraît qu'il y a, dans ces noms, une assurance de bonne interprétation. — H. F.

COURRIER DES THÉÂTRES

Spectacles de la semaine :

Opéra : lundi, *Faust*; mercredi, *Tannhäuser*; vendredi, *Samson et Dalila*, l'*Etoile*; samedi, le *Prophète*.

La Comédie-Française : lundi, mercredi, *Francillon*; mardi, jeudi, *Tartuffe*, *Bataille de dames*; jeudi (matinée), *Othello*; vendredi, le *Monde où l'on s'ennuie*; samedi, *Edipe roi*.

L'Opéra-Comique : lundi, la *Vie de bohème*, le *Cygne*; mardi, *Philémon et Baucis*, la *Navarraise*, le *Cygne*; mercredi, *Manon*; jeudi, *Philémon et Baucis*, la *Navarraise*, le *Cygne*; vendredi, le *Barbier de Séville*, le *Cygne*; samedi, *Philémon et Baucis*, la *Navarraise*, le *Cygne*.

L'Odéon : lundi, représentation populaire à prix réduits, la *Fausse Conversion*, de Théophile Gautier, et le *Chevalier à la mode*; mardi, mercredi, jeudi, vendredi, *Colinette*; samedi, première représentation de *Ma Bru*; jeudi (1 h. 1/2), matinée à prix réduits, le *Jeu de l'amour et du hasard*, la *Fausse Conversion*, conférence de M. Francisque Sarcey.

Au Théâtre lyrique de la Renaissance, aujourd'hui dimanche : matinée, *Obéron*; soirée, le *Barbier de Séville*; lundi, mercredi et vendredi, le *Barbier de Séville*; mardi, jeudi et samedi, *Obéron*.

Mlle Subra quitte décidément l'Opéra. Il est bon d'ajouter que c'est sur sa demande, d'après une lettre de démission qu'elle a adressée, il y a quelques jours, aux directeurs de l'Opéra.

Le public et les abonnés ne pourront que regretter vivement le départ d'une de leurs artistes favorites, une des gloires de notre Ecole de danse française, dont le nom restera attaché aux plus jolis ballets de ce temps.

Aujourd'hui a lieu, à l'Opéra-Comique, la 1500^e représentation de *Mignon*.

En sortant de l'Opéra-Comique par la rue Favart, on peut voir, sur l'un des cadres de Julien, une admirable série de photographies de Mlle Emelen, que Reutlinger vient de tirer d'elle dans une demi-douzaine d'attitudes de Phryné. La jolie artiste, belle comme nature, est chaque jour très regardée, par les Dieux-phyx comme par les Nicias!

Aux Variétés.

Plusieurs journaux ont raconté que M. Samuel allait reprendre la *Grande-Duchesse*. C'est une erreur.

La vérité est que, tandis que le *Vieux Marcheur* lui donne des loisirs, il prépare sa saison prochaine, c'est-à-dire une période de quinze mois sans fermeture, qui comprendra les cinq mois d'Exposition, et qu'à l'exemple de son prédécesseur, il a l'intention de faire alterner la comédie et la musique.

C'est ainsi que les deux premiers spectacles de l'année seront une reprise solennelle de la *Belle Hélène*, avec Mme Simon-Girard — qui a signé ces jours-ci un très bel engagement — Baron dans *Médias*, Brasseur dans *Paris*, Guy dans *Calchas*, etc., et une comédie en cinq actes de M. Maurice Donnay, *Education de prince*, avec Mlle Jeanne Granier.

Nous y reviendrons ultérieurement.

La deuxième création de Mme Simon-Girard aura lieu, plus que probablement, dans la grande féerie-opéra-comique de Sardou et Philippe Gille, musique de Planquette, qui, primitivement, était destinée au théâtre de la Gaité.

Pendant que nous sommes aux Variétés, annonçons l'engagement de Mlle Lanthony, une charmante artiste sur laquelle on fonde beaucoup d'espérances.

M. Lemonnier, directeur du théâtre de la République, vient de recevoir un drame en cinq actes et huit tableaux de M. Gaston Marot.

Titre : *La Fille du Sergent*.

Un nouveau ténor wagnérien.

De Lyon :

« Nous apprenons que M. Brin, premier cor solo du Grand-Théâtre de Lyon, un de nos meilleurs musiciens d'orchestre, va entrer au théâtre comme ténor d'opéra. Il a fait ses études vocales au Conservatoire de Lyon, sous l'habile direction de M. Dauphin, et a obtenu

lundi dernier 17 avril un brillant succès dans la très artistique et littéraire audition au théâtre de *Siegfried* et du *Crépiscule des Dieux*. M. Brin vient d'être engagé au théâtre des Arts de Rouen pour créer précisément, la saison prochaine, le *Siegfried* de R. Wagner. »

La fille de Strindberg nous écrit la lettre suivante :

Barnhemsgrat-Helsingfors, 5 avril 1899.

Monsieur,

Dans votre très considéré journal est entrée une notice dont le contenu a dû naître d'un malentendu.

D'abord, je ne me consacre pas à la scène contre la volonté de mon père. Lorsque je lui fis part de la carrière que j'avais choisie, il ne fit aucune objection; il me souhaita, au contraire, beaucoup de chance et de succès.

En second lieu, je n'ai pas encore, à titre de futur artiste, débuté sur un théâtre. Au commencement de l'année courante s'est formé ici un théâtre comique, et c'est moi qui, à la fin de l'été, jusqu'à présent, me suis assis sur les planches.

Il est vrai que j'ai été, comme dilettante, assez favorablement critiqué, et tant ma mère, sous la direction de laquelle j'étudie, ainsi que d'autres personnes qui s'y connaissent prétendent que j'ai de bonnes dispositions; quant à un succès, je n'en ai pas encore eu.

Il me faudra encore travailler beaucoup avant de mériter l'unanime éloge duquel votre honorable journal a bien voulu me parer trop tôt, mais j'espère et j'aspire d'en devenir digne à l'avenir.

Pour réparer la méprise, je vous prie de bien vouloir insérer ma lettre dans votre journal.

Veuillez recevoir, monsieur, avec mes remerciements, mes salutations distinguées.

Greta STRINDBERG.

Nous aurions eu tort de ne pas laisser à cette lettre sa fraîche saveur étrangère.

Jules Huret.

PETITES NOUVELLES

Jeudi prochain, 27 avril, à la Comédie-Parissienne, à 5 heures (prix réduits) : les *Arlequinades*; deuxième représentation d'*Arlequin-Devotion*, le monologue si plaisant et si hardi de Piron, qui a remporté jeudi dernier le plus vif succès.

Arlequin : Ch. Léger; Mlle S. Goldstein (de l'Odéon); Pyrrha. — Causerie de M. Pierre Vignault.

SPECTACLES & CONCERTS

BALTHY A LA SCALA. — Il y a quelques jours, la Bodinière donna en matinée la première représentation de *Pour qui s'emballe-t-elle?* revuette en un acte de MM. Oudot et de Gorsse, jouée par Louise Balthy, MM. Fordyce et Cazal.

Par hasard — le hasard se montre parfois Providence — M. Marchand se trouva dans la salle. Il fut tellement enchanté de la pièce et de ses interprètes, que, s'étant tenu — M. Marchand est de ceux qui ne remettent jamais au lendemain ce qu'ils peuvent faire le jour même, — il conduisit Balthy, à travers un pont d'or, de la rue Saint-Lazare au boulevard de Strasbourg.

Et M. Marchand se montra une fois de plus directeur avisé, si on en juge par le colossal succès qu'il remporta hier soir, devant l'éminent public de la Scala, *Pour qui s'emballe-t-elle?* et sa principale interprète. Il serait superflu de vanter l'entrain, la gaieté et surtout l'art de dire de Louise Balthy; mais, ce qu'on peut affirmer, c'est que jamais, jusqu'ici, la vaillante artiste n'avait trouvé, de façon plus éclatante, l'occasion de déployer les cordes diverses de son impeccable talent. Ses imitations de Sarah Bernhardt et de Thérèse sont tout simplement extraordinaires. Le public lui en a prouvé sa satisfaction en bissant tous ses couplets et en la rappelant un nombre incalculable de fois. Fordyce a recueilli une partie du triomphe de sa charmante partenaire. Il danse comme un professionnel et imite Fragon dans la perfection.

Une mention à M. Cazal, qui représente élégamment le reportage mondain.

La revue de MM. Oudot et de Gorsse ne se contente pas d'être pleine de mots et de ravissants couplets, elle est aussi d'une gaieté débordante, faite de sincère joyeuseté et de mordante ironie.

Elle va, pendant de longs soirs, attirer à la Scala ceux — et ils sont légion — qui aiment le franc rire et l'esprit de sain aloi. — UN M. DU B.

Aujourd'hui :

Aux Mathurins, à 2 h. 1/2, *Vive l'Armée* : Mlle Marguerite Deval, Guyon fils, G. Fragerolle, D. Bonnaud, J. Bataille, Baltha, J. Meudrot.

Au théâtre des Capucines, aujourd'hui à 2 h. 1/2, matinée de famille (magie, prestidigitation). Audition du Stentor.

Réouverture du concert des Ambassadeurs. Matinée à 2 heures et, tous les soirs, à 8 heures, concert et spectacle varié.

Au programme : MM. Lejal, Vasser, Tablier, Philo, Delamarche, Rosca, Pressigny; Mmes Lise Fleuron, Gaudet, Debernay, Gonzalez,

u. dans la colonne hausse ou baisse signifie que le coupon é.